Spedizione in abbonamento postale

Anno 99° — Numero 62

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA **Roma - Mercoledì, 12 marzo 1958** **SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI**

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI - TEL. 550-139 551-236 551-554
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO DELLO STATO-LIBRERIA DELLO STATO-PIAZZA G. VERDI 10, ROMA-TEL. 841-089 848-184 841-737 850-144

PREZZI E CONDIZIONI DI ABBONAMENTO

ALLA PARTE PRIMA E SUPPLEMENTI ORDINARI
In ITALIA: Abbonamento annuo L. **10.020** - Semestrale L. **5520**
Trimestrale L. **3010** · Un fascicolo L. **50**
All'ESTERO: il doppio dei prezzi per l'Italia.

ALLA PARTE SECONDA (Foglio delle Inserzioni)
In ITALIA: Abbonamento annuo L. **10.020** - Semestrale L. **5520**
Trimestrale L. **3010** - Un fascicolo L. **50**
All'ESTERO: il doppio dei prezzi per l'Italia.

I fascicoli disguidati devono essere richiesti entro 30 giorni dalla data di pubblicazione

L'importo degli abbonamenti deve essere versato sul c/c postale n. 1/2640 intestato all'Istituto Poligrafico dello Stato Libreria dello Stato — Roma

Per gli annunzi da inserire nella "Gazzetta Ufficiale,, veggansi le norme riportate nella testata della parte seconda

La «Gazzetta Ufficiale» e tutte le altre pubblicazioni ufficiali sono in vendita al pubblico presso le Agenzie della Libreria dello Stato in ROMA, via XX Settembre (Palazzo del Ministero delle Finanze); via del Tritone n. 61/A-61/B; in MILANO, Galleria Vittorio Emanuele n. 3; in NAPOLI, via Chiaia n. 5; in FIRENZE, via Cavour n. 46/r e presso le Librerie depositarie di tutti i Capoluoghi di Provincia.

Le inserzioni nella parte II della «Gazzetta Ufficiale» si ricevono in Roma presso la Libreria dello Stato (Ufficio Inserzioni - via XX Settembre - Palazzo del Ministero delle Finanze). Le Agenzie della Libreria dello Stato in: Milano, Napoli e Firenze, possono accettare solamente gli avvisi consegnati a mano ed accompagnati dal relativo importo.

SOMMARIO

MINISTERO DELLA DIFESA - AERONAUTICA

Ricompensa al valor militare

Decreto Presidenziale 28 gennaio 1958
registrato alla Corte dei conti, addì 15 febbraio 1958
registro n. 20 Aeronautica, foglio n. 18

E' conferita la seguente decorazione al valor militare:

MEDAGLIA D'ORO

GORRINI Luigi, sergente maggiore pilota — Audacissimo cacciatore del cielo, già distintosi per l'abbattimento di due aerei avversari, faceva rifulgere ancora le sue eccezionali qualità di combattente indomito, attaccando sempre e dovunque il nemico In 132 combattimenti aerei col fuoco inesorabile delle sue armi abbatteva numerosi grossi bombardieri e ne colpiva efficacemente un numero ancora maggiore, prima di essere a sua volta abbattuto Salvatosi col paracadute, ustionato ma non domo, tornava con coraggio inesauribile ad avventarsi contro l'avversario continuando a conseguire brillanti successi con l'abbattimento e il danneggiamento di altri aerei Ineguagliabile esempio di ardimento e di dedizione alla Patria — Cielo dell'Africa settentrionale italiana-Egitto-Grecia-Italia, 3 giugno 1941 31 agosto 1943

(1070)

LEGGI E DECRETI

LEGGE 4 febbraio 1958, n. 121.

Approvazione ed esecuzione dell'Accordo fra l'Italia e la Svizzera relativo ai servizi aerei con annesso e scambio di Note, concluso in Roma il 4 giugno 1956.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

E' approvato l'Accordo fra l'Italia e la Svizzera relativo ai servizi aerei con Annesso e scambio di Note, concluso in Roma il 4 giugno 1956.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data all'Accordo, Annesso e scambio di Note di cui all'articolo precedente, a decorrere dalla loro entrata in vigore.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 4 febbraio 1958

GRONCHI

ZOLI — PELLA — ANDREOTTI — TAVIANI

Visto, *il Guardasigilli* GONELLA

Accord relatif aux services aériens entre l'Italie et la Suisse

Le Gouvernement italien et le Conseil Fédéral suisse, considérant que les possibilités de l'aviation commerciale, en tant que mode de transport, se sont considérablement accrues;

qu'il convient d'organiser d'une manière sûre et ordonnée les communications aériennes régulières et de développer autant que possible la coopération internationale dans ce domaine;

qu'il est nécessaire, en conséquence, de conclure entre l'Italie et la Suisse un accord réglementant les transports aériens par des services réguliers;

ont désigné leurs plénipotentiaires, dûment autorisés à cet effet, lesquels sont convenus de ce qui suit:

Article premier

Pour l'application du présent Accord et de son Annexe, sauf lorsque le texte en dispose autrement:

a) Le terme « Autorité Aéronautique » signifie: en ce qui concerne la Suisse, l'Office Fédéral de l'Air, en ce qui concerne l'Italie, la « Direzione Generale dell'Aviazione Civile e del Traffico Aereo » ou toute personne ou organisme autorisé à exercer les fonctions actuellement du ressort de ces Autorités.

b) Le terme « entreprise désignée » signifie toute entreprise de transports aériens que l'Autorité Aéro-

nautique de l'une des Parties Contractantes a notifiée par écrit à l'Autorité Aéronautique de l'autre Partie Contractante comme étant l'entreprise qu'elle entend désigner aux termes des articles 2 et 3 du présent Accord pour l'exploitation des services aériens mentionnés dans cette même notification.

c) Le terme « territoire » correspond à la définition qui en est donnée à l'article 2 de la Convention relative à l'Aviation Civile Internationale, signée à Chicago, le 7 décembre 1944.

d) Il sera tenu compte des définitions données par l'article 96 de ladite Convention.

Article 2

a) Les Parties Contractantes s'accordent mutuellement, en temps de paix, les droits spécifiés à l'Annexe pour établir les services aériens internationaux réguliers définis à cette Annexe, qui traversent ou desservent leurs territoires respectifs.

b) Chaque Partie Contractante désignera une ou plusieurs entreprises de transports aériens pour exploiter les services convenus, dont elle décidera la date d'ouverture, sous réserve que l'autorisation prévue à l'article 3 ait été délivrée.

Article 3

a) Sous réserve de l'article 9 ci après, l'autorisation d'exploitation nécessaire devra être délivrée à l'entreprise désignée de chaque Partie Contractante

b) Toutefois, avant d'être autorisées à ouvrir les services convenus, les entreprises désignées pourront être appelées à prouver auprès de l'Autorité Aéronautique habilitée à délivrer l'autorisation d'exploitation qu'elles remplissent les conditions prescrites par les lois et règlements que doit normalement appliquer cette Autorité

Article 4

a) La capacité de transport offerte par les entreprises désignées sera adaptée à la demande de trafic.

b) Les entreprises désignées prendront en considération sur les parcours communs leurs intérêts mutuels afin de ne pas affecter indûment leurs services respectifs.

c) Les services convenus auront pour objet essentiel d'offrir une capacité correspondant à la demande de trafic entre le pays auquel appartient l'entreprise désignée et les pays de destination.

d) Le droit d'embarquer et le droit de débarquer sur le territoire d'une partie contractante, aux points spécifiés aux tableaux ci après, du trafic international à destination ou en provenance de pays tiers seront exercés conformément aux principes généraux de développement ordonné affirmés par les Gouvernements Suisse et Italien, et ceci dans les conditions telles que la capacité soit adaptée:

1. à la demande de trafic entre le pays de provenance et les pays de destination;

2. aux exigences d'une exploitation économique des services convenus;

3. à la demande de trafic des régions traversées, compte tenu des services locaux et réginaux.

e) Les entreprises désignées jouiront, pour l'exploitation des services convenus entre les territoires des Parties Contractantes, de possibilités égales et équitables.

Article 5

Les Autorités Aéronautiques de chaque Partie Contractante communiqueront aux Autorités Aéronautiques de l'autre Partie Contractante, pour leur approbation, avec un mois de préavis, les horaires complets des services, spécifiant les fréquences.

Lesdites Autorités devront se communiquer toute modification des données qui précèdent en principe avec le même préavis.

Article 6

Les tarifs seront fixés à des taux raisonnables en prenant en considération l'économie de l'exploitation, un bénéfice normal et les caractéristiques présentées par chaque service, telles que, la rapidité et le confort. Il sera aussi tenu compte des recommandations de l'Association du transport aérien international (IATA) A défaut de telles recommandations, les entreprises désignées consulteront les entreprises de transports aériens de pays tiers qui desservent les mêmes parcours Leurs arrangements seront soumis à l'approbation des Autorités Aéronautiques des Parties Contractantes.

Si les entreprises désignées ne peuvent arriver à une entente, ces Autorités s'efforceront de trouver une solution. En dernier ressort, il sera fait recours à la procédure prévue à l'article 11 ci après.

Article 7

a) Pour l'utilisation des aéroports et autres facilités offertes par une Partie Contractante, l'entreprise désignée de l'autre Partie Contractante n'aura pas à payer de taxes supérieures à celles que doivent les aéronefs nationaux affectés à des services internationaux réguliers.

b) Les carburants et les pièces de rechange introduits ou pris à bord sur le territoire d'une Partie Contractante par l'entreprise désignée de l'autre Partie Contractante ou pour le compte de cette entreprise et destinés à l'usage exclusif des aéronefs de ladite entreprise employés pour exploiter les services convenus, recevront, sous réserve de reciprocité, un traitement non moins favorable que celui qui est appliqué aux entreprises nationales exerçant régulièrement des transports aériens internationaux en ce qui concerne les droits de douane, les frais d'inspection ou autres droits et taxes.

c) Les aéronefs que l'entreprise désignée d'une Partie Contractante utilisera sur les services convenus, ainsi que les carburants, les huiles lubrificantes, les pièces de rechange, l'équipement normal et les provisions de bord restant dans ces aéronefs seront, sur le territoire de l'autre Partie Contractante, exempts des droits de douane, frais d'inspection et autres droits et taxes nationaux, même si ces approvisionnements sont employés ou consommés au cours de vols au-dessus dudit territoire.

d) Les biens exemptés aux termes du paragraphe précédent ne pourront être débarqués sans le consentement des Autorités douanières de l'autre Partie Contractante. Au cas où ils ne pourraient être employés ou consommés, ils devront être réexportés. Dans l'attente de la réexportation, ils seront maintenus sous le contrôle des susdites Autorités tout en restant à la disposition des entreprises.

Article 8

Les certificats de navigabilité, les brevets d'aptitude et les licences délivrés ou validés par une Partie Contractante et encore en force seront reconnus par l'autre Partie Contractante pour l'exploitation des services convenus.

Chaque Partie Contractante se réserve, cependant, le droit de ne pas reconnaître pour la circulation au dessus de son territoire les brevets d'aptitude et les licences délivrés à ses propres ressortissants ou validés en faveur de ceux-ci par l'autre Partie Contractante ou par un Etat tiers.

Article 9

a) Les lois et règlements régissant sur le territoire d'une Partie Contractante l'entrée et la sortie des aéronefs affectés à la navigation aérienne internationale ou les vols de ces aéronefs au-dessus dudit territoire s'appliqueront à l'entreprise désignée de l'autre Partie Contractante.

b) Les lois et règlements régissant sur le territoire d'une Partie Contractante l'entrée, le séjour et la sortie des passagers, équipages, envois postaux ou marchandises, tels que ceux qui concernent les formalités, l'immigration, les passeports, la douane et la quarantaine, s'appliqueront aux passagers, équipages, envois postaux ou marchandises transportés par les aéronefs de l'entreprise désignée de l'autre Partie Contractante pendant que ceux ci se trouvent sur ledit territoire.

Article 10

Chaque Partie Contractante se réserve le droit de refuser ou de révoquer une autorisation d'exploitation à l'entreprise désignée de l'autre Partie Contractante lorsqu'elle n'a pas la preuve qu'une part prépondérante de la propriété et le contrôle effectif de cette entreprise sont entre les mains de ressortissants de l'une ou l'autre Partie Contractante, ou lorsque l'entreprise ne se conforme pas aux lois et règlements visés à l'article 9 ci dessus, ou ne remplit pas les obligations découlant du présent Accord.

Article 11

a) Les Parties Contractantes soumettront à l'arbitrage tout différend relatif à l'interprétation et à l'application du présent Accord ou de son Annexe qui ne pourrait être réglé par voie de négociations directes.

b) Un tel différend sera porté devant tout tribunal compétent qui viendrait à être institué au sein de l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale créée par la Convention relative à l'Aviation Civile Internationale signée, à Chicago, le 7 décembre 1944, ou, à défaut d'un tel tribunal, devant le Conseil de cette Organisation.

c) Toutefois, les Parties Contractantes pourront, d'un commun accord, régler le différend en le portant soit devant un tribunal arbitral, soit devant tout autre personne ou organisme.

d) Les Parties Contractantes s'engagent à se conformer à la sentence rendue.

Article 12

Le présent Accord et tous les contrats qui s'y rapportent seront enregistrés auprès de l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale créée par la Convention relative à l'Aviation Civile Internationale signée, à Chicago, le 7 décembre 1944.

Article 13.

a) Dans un esprit d'étroite collaboration, les Autorités Aéronautiques des Parties Contractantes se consulteront de temps à autre afin de s'assurer que les principes définis au present Accord et son Annexe sont appliqués et que les objectifs de ces derniers sont réalisés de manière satisfaisante.

A cet effet, les Parties Contractantes conviennent d'instituer une Commission Mixte chargée de maintenir une coopération efficace et continue entre les Autorités Aéronautiques des deux Parties Contractantes.

b) Les Autorités Aéronautiques des Parties Contractantes échangeront régulièrement les statistiques du trafic des services convenus.

Article 14

a) Le présent Accord entrera en vigueur le jour où sa ratification sera notifiée de part et d'autre par un échange de notes.

b) Le présent Accord et son Annexe seront mis en harmonie avec toute convention de caractère multilatéral qui viendrait à lier les Parties Contractantes.

c) L'entrée en vigueur du présent Accord met fin à l'Accord provisoire signé à Rome le 21 26 juillet 1946 entre la Suisse et l'Italie, relatif au traitement douanier des carburants et des lubrifiants utilisés pour les aéronefs des lignes aériennes régulières entre la Suisse et l'Italie.

d) Des modifications à l'Annexe pourront être convenues entre les Autorités Aéronautiques des Parties Contractantes.

e) Chaque Partie Contractante pourra mettre fin au présent Accord par avis donné un an d'avance à l'autre Partie Contractante.

Fait à Rome le 4 juin 1956 en double exemplaire, en langue française.

Pour le Gouvernement italien
A. ESCHER

Pour le Conseil Fédéral suisse
G. DE ASTIS

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica
Il Ministro per gli affari esteri
PELLA

ANNEXE

Sur le territoire de chaque Partie Contractante, l'entreprise désignée de l'autre Partie Contractante jouira du droit de transit et du droit d'escale pour des fins non commerciales, avec faculté d'utiliser les aéroports et autres facilités prévus pour le trafic international; elle jouira en outre, aux points spécifiés aux Tableaux ci-après, du droit d'embarquer et du droit de débarquer en trafic international des passagers, des envois postaux et des marchandises, aux conditions énoncées par l'Accord.

TABLEAU I

Services que peuvent exploiter les entreprises italiennes de transports aériens

Italie - Genève et Zurich
Italie - Zurich
Italie - Bâle

TABLEAU II

Services que peut exploiter l'entreprise suisse de transports aériens

Suisse - Gênes
Suisse - Turin
Suisse - Milan et Rome
Suisse - Rome

Le Président de la Délégation italienne au Président de la Délégation suisse

Rome, le 4 juin 1956

Monsieur le Président,

Au cours des pourparlers qui ont conduit à la conclusion de l'Accord relatif aux services aériens entre l'Italie et la Suisse, signé à Rome en date d'aujourd'hui, la Délégation italienne et la Délégation suisse sont convenues de ce qui suit:

1) dans l'attente de l'entrée en vigueur dudit Accord, les Autorités Aéronautiques des deux pays appliqueront immédiatement, à titre provisoire, les principes établis par l'Accord en question;

2) l'exploitation d'un service direct entre Venise et la Suisse nécessitera une entente préalable entre les Autorités Aéronautiques des Parties Contractantes, étant entendu que les entreprises désignées des deux Parties auront le droit de participer à cette exploitation;

3) des pourparlers seront engagés entre les Autorités Aéronautiques des deux pays, avant la fin de 1957, pour examiner la question de la cinquième liberté.

Les deux Délégations ont en outre exprimé le vœu que la question de la double imposition, pour ce qui a trait à la navigation aérienne, soit réglée le plus tôt possible.

J'ai l'honneur de vous communiquer que les Autorités Aéronautiques italiennes sont d'accord sur ce qui précède et je vous prie di bien vouloir me confirmer l'accord des Autorités Aéronautiques suisses.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

G. DE ASTIS

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
PELLA

Le Président de la Délégation suisse au Président de la Délégation italienne

Rome, le 4 juin 1956

Monsieur le Président,

Par lettre en date de ce jour, vous avez bien voulu me faire connaître ce qui suit:

« Au cours des pourparlers qui ont conduit à la conclusion de l'Accord relatif aux services aériens entre l'Italie et la Suisse, signé à Rome en date d'aujourd'hui, la Délégation italienne et la Délégation suisse sont convenues de ce qui suit:

1) dans l'attente de l'entrée en vigueur dudit Accord, les Autorités Aéronautiques des deux pays appliqueront immédiatement, à titre provisoire, les principes établis par l'Accord en question;

2) l'exploitation d'un service direct entre Venise et la Suisse nécessitera une entente préalable entre les Autorités Aéronautiques des Parties Contractantes, étant entendu que les entreprises désignées des deux Parties auront le droit de participer à cette exploitation;

3) des pourparlers seront engagés entre les Autorités Aéronautiques des deux pays, avant la fin de 1957, pour examiner la question de la cinquième liberté.

Les deux Délégations ont en outre exprimé le vœu que la question de la double imposition, pour ce qui a trait à la navigation aérienne, soit réglée le plus tôt possible.

J'ai l'honneur de vous communiquer que les Autorités Aéronautiques italiennes sont d'accord sur ce qui précède et je vous prie di bien vouloir me confirmer l'accord des Autorités Aéronautiques suisses »

J'ai l'honneur de vous faire savoir que les Autorités Aéronautiques suisses sont d'accord sur ce qui précède

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

A. ESCHER

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
PELLA

LEGGE 4 febbraio 1958, n. 122.

Ratifica ed esecuzione della Convenzione tra l'Italia e la Spagna sulle assicurazioni sociali, conclusa in Madrid il 21 luglio 1956.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la Convenzione tra l'Italia e la Spagna sulle assicurazioni sociali, conclusa in Madrid il 21 luglio 1956.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data alla Convenzione di cui all'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 4 febbraio 1958

GRONCHI

ZOLI — PELLA — GUI — ANDREOTTI

Visto, *il Guardasigilli* GONELLA

Convenzione fra l'Italia e la Spagna sulle assicurazioni sociali

Il Presidente della Repubblica Italiana e il Capo dello Stato Spagnolo, animati dal desiderio di regolare i rapporti fra i due Paesi in materia di assicurazioni sociali hanno deciso di concludere una Convenzione e a questo scopo hanno nominato come loro Plenipotenziari:

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA ITALIANA:

S. E. il Sig. Giulio DEL BALZO, dei Duchi di Presenzano, *Ambasciatore Straordinario e Plenipotenziario d'Italia in Madrid;*

IL CAPO DELLO STATO SPAGNOLO:

S. E. il Sig. Alberto MARTIN ARTAJO, *Ministro degli Affari Esteri;*

i quali, dopo essersi scambiati i loro pieni poteri, riconosciuti in buona e debita forma, hanno concordato le disposizioni seguenti:

PARTE PRIMA

DISPOSIZIONI GENERALI

Art. 1

Paragrafo 1

I cittadini italiani in Spagna e i cittadini spagnoli in Italia sono sottoposti alle legislazioni specificate nell'art. 2, applicabili rispettivamente in Spagna ed in Italia, e ne beneficiano alle stesse condizioni dei cittadini di ciascuno dei due Paesi.

Paragrafo 2

Ai fini della presente Convenzione si considerano lavoratori sia le persone che prestano opera retribuita alle dipendenze di altri sia tutte le altre persone che sono ammesse ai benefici delle legislazioni specificate nell'art. 2, applicabili, a seconda dei casi, nell'uno o nell'altro Paese contraente.

Paragrafo 3

I lavoratori italiani e spagnoli che si trasferiscono da un Paese contraente, nel quale sono stati sottoposti alle assicurazioni sociali obbligatorie, nell'altro Paese e non soddisfano in tale Paese alle condizioni pe essere sottoposti alle assicurazioni sociali obbligatorie, possono beneficiare delle assicurazioni volontarie e facoltative previste dalle legislazioni indicate all'art. 2, Per l'applicazione della legislazione italiana si cumulano, in quanto necessario, i periodi di lavoro, di assicurazione, di iscrizione, di contribuzione od assimilati compiuti in Spagna.

Art. 2

Paragrafo 1

La presente Convenzione si applica alle legislazioni concernenti:

1. *In Italia:*

a) L'assicurazione per l'invalidità, la vecchiaia e superstiti.

b) L'assicurazione contro gli infortuni sul lavoro e le malattie professionali.

c) L'assicurazione malattie, ivi comprese le indennità funerarie e le prestazioni in natura per i beneficiari di pensioni e rendite.

d) L'assicurazione per la tubercolosi.

e) La tutela fisica ed economica delle lavoratrici madri.

f) L'assicurazione contro la disoccupazione involontaria.

g) Gli assegni familiari.

h) I regimi speciali per determinate categorie di lavoratori in quanto concernono rischi o prestazioni coperti dalle legislazioni indicate alle lettere precedenti.

i) Le assicurazioni volontarie e facoltative previste dalle legislazioni indicate alle lettere precedenti.

2. *In Spagna:*

a) L'assicurazione per l'invalidità e la vecchiaia.

b) L'assicurazione contro gli infortuni sul lavoro e le malattie professionali.

c) L'assicurazione per le malattie e la maternità, ivi comprese le indennità funerarie.

d) L'assicurazione contro la disoccupazione tecnologica.

e) Gli assegni familiari, i sussidi di nuzialità e natalità, i sussidi per vedove ed orfani e i sussidi scolastici.

f) i regimi speciali per determinate categorie di lavoratori in quanto concernono rischi o prestazioni coperti dalle legislazioni indicate alle lettere precedenti.

g) Il « Mutualismo laboral ».

h) Le assicurazioni volontarie e facoltative previste dalle legislazioni indicate alle lettere precedenti.

Paragrafo 2

La presente Convenzione si applicherà ugualmente a tutte le leggi ed altre disposizioni che hanno modificato o completato o che modificheranno o completeranno le legislazioni indicate al paragrafo 1.

Tuttavia essa non si applicherà:

a) Alle leggi ed altre disposizioni che estendano i regimi esistenti a nuove categorie di lavoratori, se a tale riguardo il Paese contraente interessato faccia opposizione entro un periodo di tre mesi dalla pubblicazione ufficiale delle medesime.

b) Alle leggi ed altre disposizioni concernenti un nuovo regime, se a tale riguardo non intervenga uno scambio di Note fra i due Paesi contraenti.

Art. 3

Paragrafo 1

In deroga ai principiò di cui al paragrafo 1 del l'art. 1 sono stabilite le seguenti eccezioni:

a) I lavoratori dipendenti da una impresa avente la propria sede in uno dei due Paesi contraenti, che siano inviati nell'altro Paese per un limitato periodo di tempo, continuano ad essere sottoposti alle legislazioni del Paese in cui l'impresa ha la propria sede, purchè la loro permanenza nell'altro Paese non superi il periodo di dodici mesi. La stessa norma vale per i lavoratori dipendenti da una impresa, avente la propria sede in uno dei due Paesi contraenti, che soggiornano a più riprese nell'altro Paese a causa della particolare natura del lavoro che essi devono compiere e semprechè ciascun periodo di soggiorno non superi i dodici mesi. Nel caso in cui tale occupazione si dovesse prolungare per motivi imprevedibili al di là della durata originariamente prevista ed eccedesse i dodici mesi, l'applicazione delle legislazioni in vigore nel Paese del luogo di lavoro abituale potrà eccezionalmente essere mantenuta col consenso della Autorità competente del Paese ove ha luogo il detto lavoro temporaneo.

b) I lavoratori dipendenti da imprese di trasporto di uno dei Paesi contraenti che sono occupati nell'altro

Paese, sia transitoriamente sia in modo permanente sulle linee di intercomunicazione, sono sottoposti alle legislazioni in vigore nel Paese in cui l'impresa ha la sede principale.

c) I membri dell'equipaggio di una nave battente bandiera di uno dei due Paesi contraenti sono sottoposti alle legislazioni in vigore nel Paese al quale la detta nave appartiene; tuttavia i lavoratori assunti dalla detta nave per i lavori di carico e scarico, di riparazioni a bordo o sorveglianza mentre essa si trova in un porto dell'altro Paese, sono sottoposti alle legislazioni del Paese al quale appartiene il porto.

Paragrafo 2

Le Autorità competenti dei due Paesi contraenti potranno stabilire, di comune accordo, altre eccezioni al principio di cui al paragrafo 1 dell'art. 1. Esse potranno altresì convenire di sospendere l'applicazione delle eccezioni previste al paragrafo 1 del presente articolo o di modificarle o di completarle in casi particolari o per determinate categorie di lavoratori.

Art. 4

Paragrafo 1

Il principio di cui al paragrafo 1 dell'art. 1 si applica anche ai lavoratori occupati nelle Rappresentanze diplomatiche e consolari italiane e spagnole che sono al servizio personale di capi, membri e impiegati di tali Rappresentanze.

Paragrafo 2

I lavoratori di cui al paragrafo 1 che sono cittadini del Paese al quale appartiene la Rappresentanza diplomatica o consolare e che non sono stabiliti definitivamente nel Paese dove sono occupati, possono optare per l'applicazione della legislazione del Paese di cui sono cittadini o di quella del Paese dove sono occupati.

Paragrafo 3

Sono eccettuati dall'applicazione dei paragrafi 1 e 2 gli agenti diplomatici e consolari di carriera come pure i funzionari appartenenti al ruolo delle cancellerie.

Paragrafo 4

I lavoratori al servizio del Governo di un Paese contraente, che sono sottoposti alle legislazioni di tale Paese e che sono inviati nell'altro Paese, continuano ad essere sottoposti alle legislazioni del Paese dal quale sono inviati.

PARTE SECONDA

DISPOSIZIONI PARTICOLARI

Capitolo I

Assicurazione invalidità, vecchiaia e superstiti

Art. 5

Paragrafo 1

Salvo quanto specificatamente disposto nell'art. 17 per il regime del « Mutualismo laboral », in tutti gli altri casi per i lavoratori italiani e spagnoli che sono stati iscritti ad uno o più regimi di assicurazione invalidità, vecchiaia e superstiti nell'uno e nell'altro Paese contraente, i periodi di lavoro, di assicurazione, di iscrizione, di contribuzione od assimilati compiuti in tali regimi sono totalizzati sia per la determinazione del diritto alle prestazioni, sia per il mantenimento e il riacquisto di tale diritto.

Paragrafo 2

Salvo quanto specificatamente disposto nell'art. 17 per il regime del « Mutualismo laboral », in tutti gli altri casi, qualora la legislazione di uno dei due Paesi contraenti subordini la concessione di alcune prestazioni alla condizione che i periodi siano stati compiuti in una professione sottoposta ad un regime speciale di assicurazione, sono totalizzati per la concessione di tali prestazioni soltanto i periodi compiuti nel regime corrispondente dell'altro Paese. Se in questo Paese non esiste un regime speciale per detta professione, sono totalizzati per la concessione di dette prestazioni i periodi compiuti nella stessa professione in uno degli altri regimi previsti al paragrafo 1. Se ciò nonostante l'interessato non raggiunge le condizioni per il diritto alle prestazioni di cui trattasi, i periodi compiuti nei regimi speciali sono totalizzati per la concessione delle prestazioni degli altri regimi previsti al paragrafo 1.

Paragrafo 3

Nei casi previsti ai paragrafi 1 e 2 ogni ente assicuratore determina, secondo la legislazione per esso vigente e tenuto conto della totalità dei periodi compiuti, senza distinzione del Paese contraente dove essi sono stati compiuti, se l'interessato adempia alle condizioni richieste per beneficiare delle prestazioni previste da tale legislazione. Nell'accordo amministrativo previsto all'art. 26 saranno precisate le condizioni e le modalità secondo le quali saranno presi in considerazione, ai fini della determinazione di dette prestazioni, i periodi di contribuzione ed assimilati compiuti nei due Paesi contraenti.

Art. 6

Qualora l'interessato, tenuto conto della totalità dei periodi previsti all'art. 5, non può far valere nello stesso momento le condizioni richieste dalle legislazioni dei due Paesi contraenti, il suo diritto a pensione è determinato nei riguardi di ogni legislazione a mano a mano che egli può far valere tali condizioni.

Art. 7

L'interessato, nel momento in cui matura il diritto a pensione, può rinunciare al beneficio delle disposizioni dell'art. 5. In tal caso le prestazioni sono determinate separatamente dagli enti assicuratori di ciascun Paese contraente secondo le legislazioni per essi vigenti e indipendentemente dai periodi compiuti nell'altro Paese.

Capitolo II

Infortuni sul lavoro e malattie professionali

Art. 8

Paragrafo 1

Per il riconoscimento del diritto alle prestazioni e per la determinazione della loro specie e quantità in caso di infortunio sul lavoro si applica la legislazione del Paese contraente in cui l'infortunio sul lavoro si verifica.

Paragrafo 2

Per il riconoscimento del diritto alle prestazioni e per la determinazione della loro specie e quantità in caso di malattia professionale si applica, in quanto possibile, la legislazione del Paese contraente in cui la malattia professionale si manifesta per la prima volta, senza pregiudizio delle azioni spettanti al lavoratore

ed ai suoi aventi causa contro gli enti assicuratori dell'altro Paese sui quali, per la natura delle lavorazioni anteriormente effettuate, possa gravare la copertura del rischio di detta malattia professionale.

Art. 9

Paragrafo 1

Se un lavoratore, che ha ottenuto in uno dei due Paesi contraenti un indennizzo per una malattia professionale, faccia valere per la stessa malattia diritti a nuovi indennizzi nell'altro Paese, la concessione delle corrispondenti prestazioni rimarrà a carico degli enti assicuratori del primo Paese.

Paragrafo 2

Qualora si accerti che il lavoratore ha subìto un aggravamento di detta malattia professionale in conseguenza di lavorazioni effettuate nel secondo Paese, egli avrà diritto ad essere indennizzato secondo la legislazione applicabile in tale Paese per la differenza tra il grado di incapacità già indennizzato e il nuovo grado riconosciutogli.

Capitolo III

Disposizioni comuni alle assicurazioni invalidità, vecchiaia, superstiti, infortuni sul lavoro e malattie professionali. Servizio delle prestazioni

Art. 10

Paragrafo 1

Le pensioni di invalidità, vecchiaia e superstiti e le rendite o indennità in capitale per infortuni sul lavoro e malattie professionali, ivi comprese le prestazioni economiche di carattere accessorio o complementare, sono corrisposte ai beneficiari italiani e spagnoli qualunque sia il Paese ove essi risiedano.

Paragrafo 2

Qualora, ai sensi della legislazione di un Paese contraente, il pagamento di una prestazione ai superstiti è subordinato alla residenza o soggiorno di tali persone in detto Paese, la stessa prestazione sarà pagata anche se dette persone si trovino nell'altro Paese.

Paragrafo 3

Le prestazioni in denaro e in natura, ivi comprese le spese di ospedalizzazione, dovute in caso di inabilità temporanea dagli enti assicuratori di uno dei due Paesi contraenti in virtù della legislazione sugli infortuni sul lavoro e le malattie professionali, sono corrisposte da detti enti assicuratori, nelle condizioni previste dalla propria legislazione, anche quando il lavoratore si trasferisca nell'altro Paese, purchè il suo trasferimento sia stato autorizzato dall'ente debitore.

Paragrafo 4

Nel caso in cui alcune spese afferenti alle prestazioni indicate nel paragrafo 3 siano anticipate dall'ente competente del Paese in cui l'interessato risieda o soggiorni, con l'autorizzazione al riguardo prevista, tale ente è surrogato nei diritti dell'interessato verso l'ente debitore.

Paragrafo 5

La fornitura e il rinnovo degli apparecchi di protesi, che non abbiano determinato la concessione di un complemento di rendita, sono corrisposte dall'ente assicuratore obbligato di uno dei due Paesi contraenti anche quando il lavoratore risieda o soggiorni nell'altro Paese; in tal caso la necessità del rinnovo di detti apparecchi sarà valutata dall'ente competente di tale Paese.

Art. 11.

Nei casi di cui all'art. 10 gli enti debitori di un Paese contraente possono delegare il servizio delle prestazioni, come pure il controllo medico ed amministrativo degli interessati che risiedono o soggiornano nello altro Paese, all'ente competente di tale Paese, con il consenso di tale ente. Le relative spese saranno oggetto di rimborso.

Capitolo IV

Assicurazioni malattie e maternità

Art. 12

I lavoratori che si trasferiscono dall'Italia in Spagna o viceversa beneficiano, unitamente ai loro familiari, delle prestazioni delle assicurazioni malattie in Spagna e delle assicurazioni malattie e tubercolosi in Italia, qualora:

1) Abbiano effettuato un lavoro sottoposto ad assicurazione nel Paese in cui si sono da ultimo trasferiti.

2) Adempiano in tale Paese alle condizioni richieste per beneficiare delle prestazioni, cumulando, in quanto necessario, i periodi di lavoro, di assicurazione, di iscrizione, di contribuzione od assimilati compiuti nell'altro Paese.

3) La malattia si sia manifestata posteriormente alla loro entrata nel Paese del nuovo luogo di lavoro, a meno che la legislazione applicabile non preveda condizioni più favorevoli.

Art. 13

I lavoratori che si trasferiscono dall'Italia in Spagna o viceversa, beneficiano, unitamente ai loro familiari, delle prestazioni di maternità in Spagna o in Italia, qualora:

1) Abbiano effettuato un lavoro sottoposto ad assicurazioni nel Paese in cui si sono da ultimo trasferiti.

2) Adempiano in tale Paese alle condizioni richieste per beneficiare di tali prestazioni, cumulando, in quanto necessario, i periodi di lavoro, di assicurazione, di iscrizione, di contribuzione od assimilati compiuti nell'altro Paese.

Art. 14

I lavoratori che si trasferiscono dall'Italia in Spagna o viceversa hanno o danno diritto, secondo i casi, alle indennità funerarie in Spagna o in Italia, qualora:

1) Abbiano effettuato un lavoro sottoposto ad assicurazione nel Paese in cui si sono da ultimo trasferiti.

2) Adempiano in tale Paese alle condizioni richieste per beneficiare di tali prestazioni, cumulando, in quanto necessario, i periodi di lavoro, di assicurazione, di iscrizione, di contribuzione od assimilati compiuti nell'altro Paese.

Art. 15

Nell'accordo amministrativo previsto all'art. 26 si determineranno secondo i casi:

a) Le forme o modalità applicabili per la conservazione dei diritti alle prestazioni acquisite in uno dei due Paesi contraenti, quando i beneficiari si trasferiscono nell'altro Paese.

b) Le forme o modalità applicabili per le prestazioni economiche e in natura corrisposte in circostanze o situazioni particolari a lavoratori o loro familiari che si trovino nell'altro Paese.

c) Il procedimento per il rimborso delle spese relative fra gli organismi assicuratori interessati.

Capitolo V

Assicurazione disoccupazione

Art. 16

I lavoratori che si trasferiscono dall'Italia in Spagna o viceversa beneficiano delle prestazioni di disoccupazione in Spagna o in Italia, qualora:

1) Abbiano effettuato un lavoro sottoposto ad assicurazione nel Paese in cui si sono da ultimo trasferiti.

2) Adempiano in tale Paese alle condizioni richieste per beneficiare delle prestazioni, cumulando, in quanto necessario, i periodi di lavoro, di assicurazione, di iscrizione, di contribuzione od assimilati compiuti nell'altro Paese.

Capitolo VI

« *Mutualismo laboral* »

Art. 17

Paragrafo 1

I lavoratori italiani in Spagna beneficiano delle prestazioni del « Mutualismo laboral » allorchè possano far valere i requisiti ed i periodi di « carencia » stabiliti per i lavoratori spagnoli.

Paragrafo 2

Ai fini del requisito di dieci anni di lavoro previsto per le pensioni di vecchiaia, si cumulano i periodi di lavoro per conto altrui compiuti in Italia in attività corrispondenti a quelle incorporate o inquadrate nel « Mutualismo laboral ».

PARTE TERZA

DISPOSIZIONI DIVERSE, TRANSITORIE E FINALI

Art. 18

Paragrafo 1

Le Autorità e gli organismi competenti dei due Paesi contraenti si prestano reciprocamente assistenza per l'applicazione della presente Convenzione come se si trattasse dell'applicazione delle rispettive legislazioni; tale reciproca assistenza è gratuita. Essi possono anche valersi, quando siano necessari mezzi istruttori nell'altro Paese, del tramite delle Autorità diplomatiche e consolari di tale Paese.

Paragrafo 2

Gli accertamenti medici per conto degli organismi di un Paese contraente, che riguardano un interessato che si trovi nell'altro Paese, saranno eseguiti dagli organismi assicuratori competenti di tale Paese su richiesta od a spese dell'organismo debitore.

Art. 19

Le Autorità diplomatiche e consolari dei due Paesi contraenti sono autorizzate ad intervenire direttamente presso le Autorità e gli organismi competenti dell'altro Paese, per raccogliere le informazioni utili alla tutela degli interessi dei propri connazionali, come pure a rappresentarli senza speciale mandato.

Art. 20

Paragrafo 1

Le esenzioni da imposte, tasse e diritti, previste dalle legislazioni di uno dei due Paesi contraenti, valgono anche per l'applicazione della presente Convenzione, indipendentemente dalla nazionalità degli interessati.

Paragrafo 2

Tutti gli atti, documenti ed altre scritture, che devono essere prodotti per l'applicazione della presente Convenzione, sono esenti dall'obbligo del visto e della legalizzazione da parte delle Autorità diplomatiche e consolari.

Art. 21

Le Autorità e gli organismi competenti dei due Paesi contraenti, per l'applicazione della presente Convenzione, corrispondono direttamente tra loro, con gli assicurati e con i loro rappresentanti. Essi redigono la corrispondenza nella rispettiva lingua ufficiale.

Art. 22

Le istanze che gli interessati indirizzano alle autorità e agli organismi competenti di uno dei due Paesi contraenti per l'applicazione della presente Convenzione, come pure gli altri atti occorrenti per l'applicazione delle legislazioni indicate all'art. 2, non possono essere respinte per il fatto di essere redatte nella lingua ufficiale dell'altro Paese.

Art. 23

Le istanze e gli altri documenti presentati alle Autorità od agli organismi competenti di uno dei due Paesi contraenti avranno lo stesso effetto come se fossero stati presentati alle Autorità od agli organismi corrispondenti dell'altro Paese.

Art. 24

I ricorsi che debbono essere presentati, entro un periodo di tempo determinato, ad una autorità o ad un organismo competente di uno dei due Paesi contraenti, sono considerati come presentati nel periodo di tempo prescritto se essi sono presentati, entro lo stesso periodo di tempo, ad una delle corrispondenti Autorità od organismi dell'altro Paese. In tal caso quest'ultima Autorità o quest'ultimo organismo deve trasmettere, senza ritardo, detti ricorsi alla Autorità o all'organismo competente del primo Paese, accusandone ricevuta al l'interessato.

Art. 25

La presente Convenzione non comporta deroghe alle disposizioni delle legislazioni di cui all'art. 2 concernenti la partecipazione degli stranieri alle elezioni cui dà luogo il funzionamento dei regimi di assicurazioni sociali.

Art. 26

Le Autorità competenti dei due Paesi contraenti stabiliranno di comune accordo le disposizioni per l'applicazione della presente Convenzione. Esse potranno, in particolare, stabilire disposizioni per evitare il cumulo delle prestazioni, per regolare la totalizzazione dei periodi e per organizzare il servizio dei pagamenti e dei controlli dall'uno all'altro Paese contraente.

Art. 27

Paragrafo 1

Le disposizioni prese unilateralmente da uno dei due Paesi contraenti per l'applicazione della presente Convenzione saranno comunicate in duplice copia alla Autorità competente dell'altro Paese, per il tramite dei Ministeri degli Affari Esteri.

Paragrafo 2

Le Autorità competenti dei due Paesi contraenti si comunicheranno altresì tempestivamente, per il tramite dei Ministeri degli Affari Esteri, in duplice copia, tutte le disposizioni che modifichino o completino le legislazioni indicate all'art. 2.

Art. 28

Paragrafo 1

Le Autorità competenti dei due Paesi contraenti risolveranno di comune accordo, tutte le difficoltà che sorgeranno nell'applicazione della presente Convenzione.

Paragrafo 2

Nel caso che per tale via non si arrivi ad una soluzione, la controversia sarà decisa mediante una procedura arbitrale, stabilita di comune accordo tra i Governi dei due Paesi contraenti. L'organo arbitrale dovrà risolvere la controversia secondo lo spirito e i principi fondamentali della presente Convenzione. La sua decisione sarà obbligatoria e definitiva.

Art. 29

Paragrafo 1

Quando tra le autorità e gli organismi assicuratori competenti dei due Paesi contraenti sorga contestazione circa il diritto applicabile, si deve concedere all'interessato una assistenza provvisoria fino a che la controversia non sia stata decisa in conformità all'articolo precedente.

Paragrafo 2

La corresponsione dell'assistenza provvisoria spetta all'organismo assicuratore presso il quale l'interessato era da ultimo assicurato: in caso dubbio all'organismo assicuratore al quale per primo sia stata inoltrata domanda.

Paragrafo 3

Detto organismo assicuratore deve accordare all'interessato, a titolo di assistenza provvisoria, le prestazioni alle quali esso sarebbe tenuto secondo la propria legislazione.

Paragrafo 4

L'organismo assicuratore che in definitiva risulterà obbligato deve rimborsare in unica soluzione, all'organismo assicuratore che ha corrisposto la assistenza provvisoria, le spese sostenute a tale scopo.

Paragrafo 5

Se l'importo che è stato versato al beneficiario a titolo di assistenza provvisoria è superiore all'ammontare delle prestazioni obbligatoriamente spettanti per il periodo corrispondente, l'organismo assicuratore che in definitiva risulterà obbligato imputa la differenza sulle rate future mediante trattenute non superiori al quinto dell'ammontare di ciascuna rata.

Art. 30

Paragrafo 1

Gli organismi di assicurazione di un Paese contraente, debitori di prestazioni da corrispondersi nell'altro Paese in virtù della presente Convenzione, si liberano validamente nella valuta del proprio Paese, in conformità agli accordi di pagamento vigenti tra i due Paesi

Paragrafo 2

Nel caso in cui siano emanate, nell'uno o nell'altro Paese contraente, disposizioni intese a sottoporre a restrizioni lo scambio delle valute, i due Governi dovranno adottare immediatamente le misure necessarie per assicurare, in conformità alle disposizioni della presente Convenzione, il trasferimento delle somme dovute da una parte e dall'altra.

Art. 31

Le formalità, che le disposizioni legali o regolamentari di uno dei Paesi contraenti possono prevedere per il pagamento delle prestazioni fuori del proprio territorio, si applicheranno, alle stesse condizioni previste per i cittadini di tale Paese, alle persone ammesse al beneficio di tali prestazioni in virtù della presente Convenzione.

Art. 32

Nell'accordo amministrativo previsto all'art. 26 saranno stabilite le condizioni e le modalità secondo le quali potranno essere riconosciute, ristabilite o liquidate e corrisposte le prestazioni che non avevano potuto essere attribuite o che erano state sospese, in applicazione delle legislazioni in vigore in uno dei due Paesi contraenti, in ragione della nazionalità straniera o della residenza o soggiorno all'estero degli interessati, come pure le prestazioni la cui liquidazione non è stata conforme alle disposizioni della presente Convenzione. Nello stesso accordo saranno fissate le condizioni e le modalità secondo le quali potrà essere tenuto conto dei periodi di lavoro, di assicurazione, di iscrizione, di contribuzione od assimilati anteriori alla entrata in vigore della presente Convenzione, nella stessa misura in cui se ne sarebbe tenuto conto se la presente Convenzione fosse stata in vigore nel corso del loro compimento.

Art. 33

Paragrafo 1

La presente Convenzione sarà ratificata e gli strumenti di ratifica saranno scambiati appena possibile a Roma.

Paragrafo 2

La presente Convenzione entrerà in vigore il primo giorno del mese successivo a quello in cui avverrà lo scambio degli strumenti di ratifica.

Paragrafo 3

La presente Convenzione è conclusa per la durata di cinque anni a partire dalla data in cui essa entrerà in vigore. Essa sarà rinnovata tacitamente di anno in anno, salvo denuncia che dovrà essere notificata almeno tre mesi prima della scadenza.

Paragrafo 4

In caso di denuncia, le disposizioni della presente Convenzione rimarranno applicabili ai diritti acquisiti, nonostante le disposizioni restrittive che le legislazioni dei due Paesi contraenti potranno prevedere in caso di nazionalità straniera o di residenza o soggiorno all'estero degli interessati.

Paragrafo 5

I diritti in corso di acquisizione afferenti i periodi di lavoro, di assicurazione, di iscrizione, di contribuzione od assimilati compiuti anteriormente alla data nella quale la presente Convenzione cesserà di essere in vigore, saranno mantenuti in conformità ad accordi complementari.

In fede di che i sottoscritti hanno munito la presente Convenzione delle loro firme e dei loro sigilli.

Fatto a Madrid, il ventuno luglio del millenovecentocinquantasei, in quattro originali, due in lingua italiana e due in lingua spagnola, i cui testi fanno ugualmente fede.

Per lo Stato Spagnolo
ALBERTO MARTIN ARTAJO

Per la Repubblica Italiana
G. DEL BALZO

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica
Il Ministro per gli affari esteri
PELLA

LEGGE 7 febbraio 1958, n. 123.

Ratifica ed esecuzione dell'Accordo concernente i contratti di assicurazione e riassicurazione concluso a Roma, tra l'Italia e il Regno Unito di Gran Bretagna ed Irlanda del Nord il 1° giugno 1954.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare l'Accordo tra l'Italia e il Regno Unito di Gran Bretagna ed Irlanda del Nord relativo ai contratti di assicurazione e riassicurazione, firmato a Roma il 1° giugno 1954.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data all'Accordo suddetto a partire dalla sua entrata in vigore.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 7 febbraio 1958

GRONCHI

ZOLI — PELLA — MEDICI — CARLI — GAVA

Visto, *il Guardasigilli* GONELLA

Accordo fra il Governo del Regno Unito e il Governo italiano relativamente ai contratti di assicurazione e riassicurazione.

Il Governo d'Italia (qui in avanti chiamato « Governo italiano ») e il Governo del Regno Unito di Gran Bretagna e Irlanda del Nord (qui in avanti chiamato il « Governo del Regno Unito »);

Desiderando concludere un Accordo concernente i contratti di assicurazione e riassicurazione in conformità all'allegato XVI Parte *A*, paragrafo 4 del Trattato di Pace tra le Potenze Alleate ed Associate e l'Italia firmato a Parigi il 10 febbraio 1947 (qui in avanti chiamato « il Trattato di Pace »);

Avuto riguardo al fatto che i Rappresentanti degli Assicuratori dei rispettivi Paesi hanno convenuto che le disposizioni dell'Annesso a questo Accordo formino le basi dell'accordo stesso;

Concordano quanto segue:

Art. I

1. - Il presente Accordo si applica ai contratti di assicurazione e ai contratti e trattati di riassicurazione fra persone fisiche o giuridiche che successivamente divennero nemiche per il fatto che il commercio tra loro divenne illegale a causa della guerra fra l'Italia e il Regno Unito incominciata l'11 giugno 1940 e finita il 15 settembre 1947.

2. - Qualora una delle Parti sia un assicuratore che abbia la sua principale sede di affari fuori del Regno Unito o dell'Italia l'Accordo si applicherà solo se:

a) l'impresa assicuratrice abbia la sede sociale o sia stata costituita nel territorio del Canadà (compreso Terranova), Australia, Nuova Zelanda, Unione del Sud Africa, India, Pakistan, Ceylon, Federazione della Rodesia e del Nyasaland oppure Hong Kong secondo le leggi di detti territori e il contratto o trattato sia stato concluso da una filiale od agenzia nel Regno Unito della impresa sopradetta, o

b) l'impresa assicuratrice abbia la sede sociale o sia costituita od operi secondo le leggi di qualsiasi *territorio che all'11 giugno del 1940 era sotto* la sovranità italiana e il contratto o trattato sia stato concluso da una filiale od agenzia nel Regno Unito o in Italia dell'impresa sopra detta.

Art. II

I contratti ed i trattati specificati nell'art. 1 del presente Accordo, verranno regolati in base alle disposizioni dell'Annesso a questo Accordo.

Art. III

Le Parti che stipularono i contratti o i trattati a cui il presente Accordo si applica possono regolare direttamente fra loro i debiti compresi nell'ambito delle disposizioni della parte prima dell'Annesso all'Accordo medesimo nonchè i debiti rimasti in sospeso alla data dell'entrata in vigore del presente Accordo a norma dei contratti di assicurazione e dei contratti o trattati di riassicurazione che abbiano avuto termine prima dell'11 giugno 1940.

Art. IV

Le disposizioni di questo Accordo e dell'Annesso non pregiudicano qualsiasi azione già adottata in conformità delle disposizioni della legislazione del Regno Unito riguardante il « Commercio col nemico ».

Art. V

Se, dopo l'entrata in vigore del presente Accordo, venga ritenuto consigliabile estendere le sue disposizioni a qualunque dei territori non metropolitani della cui attività internazionale il Governo del Regno Unito è responsabile, le disposizioni di questo Accordo saranno considerate applicabili a tali territori dalla data e nella maniera indicate nelle Note che saranno scambiate allo scopo di effettuare tale estensione.

Art. VI

Il presente accordo sarà ratificato. Esso entrerà in vigore alla data dello scambio degli istrumenti di ratifica, che avrà luogo in Roma al più presto possibile.

Art. VII

Il presente Accordo resterà in vigore fino a quando ad esso non venga posto termine per mutuo accordo tra i due Governi.

In fede di che, i rispettivi Plenipotenziari hanno firmato il presente Accordo e vi hanno apposto i loro sigilli.

Fatto in duplice copia, a Roma il 1° giugno 1951 in inglese e in italiano, ambedue i testi facenti egualmente fede.

Per il Governo di S. M. Britannica
ASHLEY CLARKE

Per il Governo della Repubblica Italiana
PICCIONI

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
PELLA

ANNESSO

PARTE I

CONTRATTI DI ASSICURAZIONE E CONTRATTI E TRATTATI DI RIASSICURAZIONE CHE NON HANNO AVUTO TERMINE PRIMA CHE LE PARTI DIVENISSERO NEMICHE

1\. - I contratti di assicurazione e di riassicurazione verranno regolati in base a quanto disposto nei seguenti articoli:

Assicurazione e riassicurazione (escluso il ramo vita)

2\. - I contratti di assicurazione diversi dall'assicurazione vita e dalle assicurazioni marittime ed aeronautiche, stipulati tra le Parti divenute successivamente nemiche, saranno considerati come non risoluti per lo scoppio della guerra o per il fatto che le Parti sono divenute nemiche, a condizione che:

a) il rischio abbia avuto inizio prima che le Parti divenissero nemiche, e

b) l'assicurato abbia pagato, entro sei mesi dalla data dell'inizio dell'assicurazione o dalla data di scadenza dove tale data sia particolarmente indicata, tutte le somme dovute a titolo di premio o compenso per rendere o mantenere efficiente l'assicurazione in conformità al contratto.

3\. - I contratti di assicurazione marittima ed aeronautica tra Parti che successivamente divennero nemiche, dovranno considerarsi come non risoluti per lo scoppio della guerra, o per il fatto che le Parti sono divenute nemiche, a condizione che:

a) il rischio abbia avuto inizio prima che le Parti siano divenute nemiche, e

b) l'assicurato abbia pagato prima della data alla quale le Parti divennero nemiche, tutte le somme dovute a titolo di premio o di compenso per rendere o mantenere efficiente l'assicurazione in conformità al contratto.

4\. - Nell'eventualità in cui l'assicurato abbia effettuato il pagamento di cui agli articoli 2 *b*) o 3 *b*) in rapporto ad una parte soltanto del periodo per il quale il contratto fu stipulato, il contratto stesso sarà considerato come avente avuto vigore soltanto per quella parte della sua durata per la quale tale premio o compenso è stato pagato.

5\. - I contratti di assicurazione diversi da quelli restanti in vigore a norma dei precedenti articoli saranno considerati come non esistenti e nessun pagamento sarà dovuto reciprocamente tra le Parti. In tali casi qualsiasi importo pagato a titolo di premio o compenso sarà recuperabile nei confronti dell'assicuratore.

6\. - *a*) Nel caso in cui un'assicurazione, durante la guerra, sia stata trasferita dall'assicuratore originario ad un altro assicuratore, o sia stata totalmente riassicurata, il trasferimento o la riassicurazione, tanto effettuati volontariamente, come per atto legislativo od amministrativo, saranno riconosciuti e la responsabilità dell'assicuratore originario si considererà cessata dalla data in cui sono avvenuti il trasferimento o la riassicurazione. Nel caso in cui una assicurazione sia stata parzialmente riassicurata durante la guerra, tale riassicurazione — allorchè l'assicuratore britannico lo preferisca — sarà parimenti riconosciuta. L'assicuratore originario avrà diritto di ricevere, su domanda, complete informazioni circa i termini del trasferimento o della riassicurazione, e se tali termini non risultassero equi, essi dovranno essere modificati nella misura necessaria a renderli tali;

b) l'assicurato avrà diritto, purchè con l'adesione dell'originario assicuratore, a ritrasferire il contratto all'assicuratore originario dalla data in cui l'assicurato ha presentato una richiesta a tale scopo;

c) un premio adeguato, relativo al periodo di residua durata alla data del trasferimento o della riassicurazione, o del ritrasferimento dell'assicurazione originaria, sarà dovuto dalla Parte esonerata da responsabilità alla parte che assume tale responsabilità per detta durata residua.

7\. - I Trattati di riassicurazione tra Parti che successivamente divennero nemiche saranno considerati come risoluti alla data nella quale le Parti divennero nemiche; tutte le cessioni in applicazione a questi trattati saranno annullate a tale data e il riassicuratore esonerato da ogni responsabilità per i danni verificatisi a quella data o successivamente, eccezion fatta per quanto previsto in appresso.

Resta sempre stabilito che le cessioni concernenti rischi a viaggio iniziati in applicazione di un trattato di riassicurazione marittima resteranno in pieno vigore fino alla loro scadenza naturale secondo i termini e le condizioni in base ai quali i rischi sono stati ceduti, e

Resta inoltre stabilito che i rischi di guerra correnti (coperti) dal 1° maggio 1940 o successivamente, saranno considerati come annullati (non coperti) sin dallo inizio.

8\. - Salvo qualsiasi specifica clausola del Trattato di riassicurazione, o in mancanza di accordo fra le Parti circa il sistema di conteggio, il riassicuratore sarà accreditato di tutti i premi guadagnati e sarà addebitato per tutti i premi non guadagnati sulla base del pro-rata temporis.

9\. - I contratti di riassicurazione « excess of loss » sulla base di « excess of loss ratio », nonchè i contratti di riassicurazione grandine saranno considerati come risoluti dall'inizio ed ogni pagamento fatto in loro dipendenza sarà restituito o portato in conto fra le Parti.

10. - I contratti di riassicurazione facoltativa fra Parti successivamente divenute nemiche, fatta eccezione di quanto stabilito in appresso, saranno considerati come cessati alla data in cui le Parti stesse sono divenute nemiche.

Nel caso tuttavia:

a) che il rischio abbia avuto inizio prima che le Parti divenissero nemiche, e

b) che tutti gli importi dovuti a titolo di premio o compenso per rendere o mantenere efficiente la riassicurazione siano stati pagati nei modi d'uso.

Il riassicuratore risponderà dei danni recuperabili a termini del contratto, verificatisi prima della data in cui le Parti divennero nemiche, e sarà esonerato da ogni responsabilità per i danni avvenuti alla data e dopo la data in cui le Parti divennero nemiche. Il riassicuratore sarà accreditato di tutti i premi guadagnati e sarà addebitato per tutti i premi non guadagnati sulla base del *pro rata temporis*.

11. - Salvo quanto disposto alle lettere a) e b) del l'art. 10 e salvo inoltre quanto disposto dall'ultimo comma dell'art. 7, i contratti di riassicurazione facoltativa del rischio a viaggio saranno considerati come non cessati e saranno mantenuti in vigore, secondo i termini e le condizioni in base alle quali il rischio è stato ceduto, fino alla naturale scadenza dell'assicurazione originaria, ed il premio o compenso per tale rischio a viaggio saranno considerati come totalmente spettanti al riassicuratore.

12. - I contratti di riassicurazione facoltativi diversi da quelli conformi a quanto previsto dalle lettere a) e b) dell'art. 10, ed a quanto stabilito dall'art. 11, a meno di contrario accordo tra le parti, saranno considerati come non esistenti e nessun pagamento sarà reciprocamente dovuto fra le Parti. Nel caso in cui il rischio non abbia avuto inizio prima della data in cui le Parti divennero nemiche, ogni somma pagata a titolo di premio o compenso sarà recuperabile in confronto del riassicuratore.

13. - I contratti di riassicurazione facoltativa non saranno considerati come risoluti a termini dell'art. 10 ma saranno considerati come mantenuti in vigore se siano stati conclusi in relazione a contratti di assicurazione mantenuti a norma delle disposizioni degli articoli 2, 3 e 4.

14. - I contratti di riassicurazione effettuati volontariamente prima che le Parti divenissero nemiche, con lo scopo di esonerare l'assicuratore originario dalla responsabilità nel territorio interessato nel caso che le Parti siano divenute nemiche, non saranno considerati come risoluti, ma trattati come riassicurazioni da regolarsi a sensi dell'art. 6 a).

15. - Un regolamento contabile sarà effettuato fra le due stesse parti e nei conti, allo scopo di stabilire un bilancio finale, verranno riportati tutti i saldi dei conti (con esclusione di una riserva per sinistri in sospeso stabilita d'accordo) e di tutte le somme che possono essere dovute da una parte all'altra, in base a tutti i trattati di riassicurazione o contratti di riassicurazione facoltativa che sono stati in vigore fra di loro, o ristornabili a norma delle disposizioni degli articoli 9 e 12.

Conti supplementari saranno necessari per le due Parti riguardo ai sinistri in sospeso relativi a contratti di riassicurazione facoltativa marittima.

16. - I contratti di assicurazione o riassicurazione (ivi comprese le cessioni dipendenti da trattati di riassicurazione), non potranno coprire danni o perdite dovuti ad azioni belliche compiute dopo che le Parti divennero nemiche da una delle Potenze cui appartenevano le Parti stesse, oppure compiuti da Alleati o Associati di tale Potenza.

17. - Nessun interesse sarà dovuto da qualsiasi delle Parti per qualsiasi ritardo che si sia verificato o possa verificarsi nel regolamento dei premi, danni o saldi di conto, per il fatto che le Parti sono divenute nemiche.

18. - Gli assicuratori non saranno tenuti a rispondere di danni nel caso in cui le relative responsabilità siano state sfavorevolmente influenzate, dal momento in cui le Parti divennero nemiche, da qualsiasi modificazione od applicazione dei termini del contratto in contrasto con l'originaria intenzione, sia per disposizione legislativa od avente effetto di legge che per azione amministrativa o decisione giudiziaria.

19. - Fatta eccezione di quanto viene stabilito negli articoli 16 e 18, il presente accordo non annulla quanto sia stato effettuato in Italia prima della data dell'accordo stesso da una qualsiasi delle Parti contraenti nell'esecuzione di contratti di assicurazione o di riassicurazione facoltativa, diversi dai contratti ai quali si applicano gli articoli 2, 3 e 10.

Assicurazione e riassicurazione (clausole vita)

20. - I contratti di assicurazione vita (e di riassicurazione facoltativa di rischi di vita) tra Parti le quali successivamente divennero nemiche, saranno considerati come non risoluti dallo scoppio della guerra o per il fatto che le Parti sono divenute nemiche, e nella determinazione delle obbligazioni delle Parti tutti i termini dei contratti, salvo patto contrario tra le Parti medesime, saranno considerati in pieno vigore.

21. - Gli assicuratori non saranno responsabili per i danni nella misura in cui la relativa responsabilità sia stata sfavorevolmente influenzata, dal momento in cui le Parti divennero nemiche, da qualsiasi modificazione od applicazione dei termini del contratto in contrasto con l'originaria intenzione, sia per disposizione legislativa od avente effetto di legge che per azione amministrativa o decisione giudiziaria.

22. - I trattati di riassicurazione tra Parti, che successivamente sono divenute nemiche, saranno considerati come risoluti alla data alla quale le Parti divennero nemiche.

PARTE II

CONTRATTI DI ASSICURAZIONE E CONTRATTI E TRATTATI DI RIASSICURAZIONE CHE HANNO AVUTO TERMINE PRIMA CHE LE PARTI DIVENISSERO NEMICHE.

Assicurazione e riassicurazione (escluso il ramo vita)

23. - Nessun interesse sarà dovuto da qualsiasi delle Parti per qualsiasi ritardo che si sia verificato o possa verificarsi nel regolamento di premi, danni o saldi di conto, per il fatto che le Parti sono divenute nemiche.

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
PELLA

LEGGE 7 febbraio 1958, n. 124.

Approvazione ed esecuzione dell'Accordo fra l'Italia e la Jugoslavia in materia di trasporti su strada di viaggiatori, con annesso scambio di Note, concluso in Roma il 31 marzo 1955.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

E' approvato l'Accordo fra l'Italia e la Jugoslavia in materia di trasporti su strada di viaggiatori, con annesso scambio di Note, concluso in Roma il 31 marzo 1955.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data all'Accordo indicato nell'articolo precedente ed all'annesso scambio di Note a decorrere dalla sua entrata in vigore.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 7 febbraio 1958

GRONCHI

ZOLI — PELLA — ANDREOTTI — ANGELINI — MATTARELLA

Visto, *il Guardasigilli*: GONELLA

Accord sur les transports routiers de voyageurs entre la République italienne et la Republique Populaire Fédérative de Yougoslavie.

Le Gouvernement de la République Italienne et le Gouvernement de la République Populaire Fédérative de Yougoslavie, ayant reconnu d'un commun accord l'opportunité d'établir au plus tôt des services routiers réguliers pour le transport de voyageurs entre localités italiennes et localités yougoslaves, notamment le long des voies de communication qui ne sont pas desservies par le chemin de fer, ou le sont insuffisamment, sont convenus des dispositions suivantes:

Art. 1er

Les services de transport susmentionnés seront soumis au régime de la concession.

Les concessions seront accordées par les Autorités compétentes des deux Pays, chacune pour ce qui concerne le parcours sur le territoire national respectif, et sur la base de la réciprocité.

Les concessions auront la validité d'un an, sauf prorogation.

Art. 2

Les autobus des services réguliers prévus par le présent Accord seront admis à l'importation temporaire en franchise à charge de réexportation sous le couvert d'un triptyque ou d'un carnet de passage en douane, ou de tout autre titre de douane admis par la législation de chaque Pays.

Le titre sera établi au nom de la personne physique ou morale propriétaire du véhicule

Les véhicules pourront être conduits par des personnes dûment autorisées par les titulaires du titre.

Il est entendu que les véhicules doivent être immatriculés dans le territoire de l'autre Pays contractant et importés par des entreprises dont le siège d'exploitations est situé dans ce territoire.

Art. 3

Seront admis en franchise des droits et taxes d'entrée, et sans prohibitions ni restrictions d'importation, les combustibles et carburants contenus dans les réservoirs normaux des véhicules importés temporairement, étant entendu que le réservoir normal est celui prévu par le constructeur pour le type de véhicule en question.

Les objets et l'outillage constituant l'équipement normal des véhicules n'ont pas à être spécialement déclarés sur le titre d'importation temporaire.

Lorsque les autorités douanières l'exigent, les pièces de rechange telles que pneumatiques et chambres à air, ainsi que les accessoires non considérés comme constituant l'équipement normal des véhicules, tels que appareils de T S F. et porte bagages, doivent être déclarés sur le titre d'importation temporaire, avec les indications nécessaires (telles que poids ou valeur) et être présentés à nouveau à la sortie de l'Etat.

Les remarques feront l'objet de titres d'importation distincts.

Art. 4

Les bénéficiaires du présent Accord devront se conformer, dans chaque Pays, aux prescriptions générales de la réglementation douanière, notamment pour ce qui concerne la déclaration et la visite, tant à l'entrée qu'à la sortie, des véhicules ainsi que des voyageurs et de leurs bagages.

Les autres questions touchant les formalités douanières seront réglées conformément à l'art. 7.

Art. 5

Les conducteurs devront être munis du permis de conduire national ou d'un permis de conduire international reconnu dans les deux Pays, les autorisant à conduire des autobus.

Les véhicules devront être munis des documents de circulation nationaux, indiquant au moins le numéro d'ordre, dit numéro d'immatriculation, le nom ou la marque du constructeur du véhicule, le numéro de fabrication ou le numéro de série du constructeur, la date de première mise en circulation, ainsi que le nom, le ou les prénoms et le domicile du porteur des documents en question.

Art. 6

Les véhicules affectés aux services réguliers devront être assurés contre les risques pour responsabilité civile, moyennant une police d'assurance couvrant les risques dans les deux Pays.

Art. 7

Les lignes régulières autorisées entre localités italiennes et localités yougoslaves pourront transporter seulement des voyageurs se rendant au-delà de la frontière, tout trafic local étant interdit à l'intérieur de l'autre Pays.

Art. 8

Les deux Gouvernements étudieront la possibilité d'utiliser lesdites lignes pour assurer un service postal journalier.

Art. 9

Une Commission mixte sous réserve de l'approbation ultérieure des autorités compétentes des deux Pays, déterminera les lignes à instituer et réglementera les conditions d'exploitation, les tarifs, les formalités douanières et toute autre question technique concernant les lignes susmentionnées.

Art. 10

Chaque entreprise présentera la demande de concession aux autorités compétentes de son Pays.

Les demandes seront accompagnées d'un plan du parcours, des horaires et des tarifs des courses, des programmes d'exercice, de la description du matériel employé ainsi que de toute autre indication utile. Les demandes qui auront été approuvées par lesdites autorités, seront transmises aux autorités de l'autre Pays avec toute la documentation nécessaire.

Art. 11

Les autorités compétentes pourront déclarer la déchéance, dans le Pays respectif, de la concession de toute entreprise qui aurait violé les conditions régissant l'exercice des lignes ou les lois du Pays.

Art. 12

Les billets de transport seront payés en monnaie locale. Les transferts financiers auxquels l'exercice desdites lignes pourra donner lieu seront effectués conformément à l'Accord de paiement en vigueur entre les deux Pays.

Art. 13

Le présent Accord sera mis en vigueur par échange de Notes aussitôt que faire se pourra.

Il sera valable un an et il sera considéré comme renouvelé par tacite reconduction pour des périodes annuelles s'il n'est pas denoncé au moins trois mois avant son échéance.

Fait à Rome en langue française et en double exemplaire, le 31 mars 1955.

Pour le Gouvernement de la République Italienne
MARIO MARTINELLI
ENZO SIORONI

Pour le Gouvernement de la République Populaire Fédérative de Yougoslavie
OSMAN KARABEGOVIĆ
STANE PAVLIĆ

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica
Il Ministro per gli affari esteri
PELLA

Le Président de la Délégation Yougoslave au Président de la Délégation Italienne

Rome, le 31 mars 1955

Monsieur le Président,

me référant à l'Accord sur les transports routiers de voyageurs entre la République Populaire Fédérative de Yougoslavie et la République Italienne signé en date d'aujourd'hui, j'ai l'honneur de vous proposer que les dispositions dudit Accord soient interpretées de la manière suivante:

1) le passage de la frontière entre les deux Pays ne pourra s'effectuer qu'aux passages de frontière ouverts à la circulation internationale;

2) les deux Gouvernements se réservent le droit d'interdire, à titre provisoire et pour des raisons de sécurité publique ou en cas d'exercices militaires, la circulation d'autobus sur toutes les voies de communication, ou sur certaines d'elles, en tant que cette mesure vise toute circulation internationale sur les voies de communication en question. Les deux Gouvernements se communiqueront lesdites mesures en temps utile.

Je vous prie, Monsieur le Président, de me confirmer l'accord de votre Gouvernement sur ce qui précède.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

STANE PAVLIĆ

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica
Il Ministro per gli affari esteri
PELLA

Le Président de la Délégation Italienne au Président de la Délégation Yougoslave

Rome, le 31 mars 1955

Monsieur le Président,

j'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre en date de ce jour ainsi conçue:

« Me référant à l'Accord sur les transports routiers de voyageurs entre la République Populaire Fédérative de Yougoslavie et la République Italienne signé en date d'aujourd'hui, j'ai l'honneur de vous proposer que les dispositions dudit Accord soient interpretées de la manière suivante:

1) le passage de la frontière entre les deux Pays ne pourra s'effectuer qu'aux passages de frontière ouverts à la circulation internationale;

2) les deux Gouvernements se réservent le droit d'interdire, à titre provisoire et pour des raisons de sécurité publique ou en cas d'exercices militaires, la circulation d'autobus sur toutes les voies de communication, ou sur certaines d'elles, en tant que cette mesure vise toute circulation internationale sur les voies de communication en question. Les deux Gouvernements se communiqueront lesdites mesures en temps utile.

Je vous prie, Monsieur le Président, de me confirmer l'accord de votre Gouvernement sur ce qui précède ».

J'ai l'honneur de vous confirmer l'accord de mon Gouvernement sur ce qui précède.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

ENZO SIORONI

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica
Il Ministro per gli affari esteri
PELLA

LEGGE 11 febbraio 1958, n. 125.

Adesione al Protocollo per la proroga della validità della Convenzione del 6 aprile 1950 concernente la dichiarazione di morte delle persone disperse, adottato dalle Nazioni Unite a New York il 16 gennaio 1957.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato ad aderire al Protocollo per la proroga della validità della Convenzione del 6 aprile 1950 concernente la dichiarazione di morte delle persone disperse, adottato dalle Nazioni Unite a New York il 16 gennaio 1957.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data al Protocollo di cui all'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore, in conformità al disposto del paragrafo 3 del Protocollo stesso.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 11 febbraio 1958

GRONCHI

ZOLI — PELLA — GONELLA — TAVIANI

Visto, *il Guardasigilli*: GONELLA

Protocole portant prolongation de la validité de la Convention concernant la declaration de decès de personnes disparues.

Les Etats adhérant au présent Protocole,

Considerant que, le 6 avril 1950, la Conférence des Nations Unies sur la déclaration de décès de personnes disparues a arrêté le texte de la Convention concernant la déclaration de décès de personnes disparues et déclaré la Convention ouverte à l'adhésion des Etats,

Considérant que la Convention est entrée en vigueur le 24 janvier 1952, conformément aux dipositions du paragraphe premier de son article 14,

Considérant que la validité de la Convention expire le 23 janvier 1957, conformément aux dispositions du paragraphe premier de son article 17,

Estimant nécessaire de prolonger cette validité afin d'atteindre pleinement les buts et objectifs de la Convention tels qu'ils sont définis dans son préambule,

Sont convenus des dispositions suivantes:

I. Nonobstant les dispositions du paragraphe premier de son article 17, la Convention concernant la déclaration de décès de personnes disparues restera en vigueur entre les Etats parties au présent Protocole pendant une nouvelle période de dix ans, dans les conditions stipulées dans ledit protocole.

II. *a*) Le présent Protocole sera ouvert à l'adhésion des Etats parties à la Convention et des autres Etats visés à l'article 13 de la Convention, à partir du 16 janvier 1957.

b) L'adhésion s'effectuera par le dépôt d'un instrument formel auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

c) Tout Etat qui adhérera au présent Protocole après le 23 janvier 1957 sera réputé adhérer également à la Convention dont la validité est prolongée par ledit Protocole.

III. *a*) Le présent Protocole entrera en vigueur à la date à laquelle le deuxième instrument d'adhésion aura été déposé conformément aux dispositions de l'article II.

b) Pour chacun des Etats qui adhérera au présent Protocole après le dépôt du deuxième instrument d'adhésion, le Protocole entrera en vigueur à la date du dépôt, par cet Etat, de son instrument d'adhésion.

IV. *a*) Tout Etat partie pourra, à tout moment, dénoncer le présent Protocole par notification au Secrétaire général.

b) La dénonciation prendra effet six mois après la date à laquelle le Secrétaire général en aura reçu notification.

c) Les instances engagées avant la dénonciation mais qui seront en cours à la date à laquelle la dénonciation prendra effet pourront être poursuivies sur les mêmes bases jusqu'à décision passée en force de chose jugée; cette décision aura alors le même effet que si elle était intervenue avant la dénonciation de la Convention, telle qu'elle est prolongée par le présent Protocole.

V. Le Secrétaire général informera les Etats visés à l'article 13 de la Convention de la date d'entrée en vigueur du présent Protocole, ainsi que des dates des adhésions et dénonciations.

VI. Le présent Protocole, dont les textes anglais, chinois, espagnol, français et russe font également foi, sera déposé auprès du Secrétaire général qui en transmettra des copies certifiées conformes à tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies, aux Etats non membres qui sont parties au Statut de la Cour internationale de Justice, ainsi qu'à tous les Etats non membres auxquels une invitation aura été adressée par le Conseil économique et social en application des dispositions de l'article 13 de la Convention.

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri

PELLA

LEGGE 12 febbraio 1958, n. 126.

Disposizioni per la classificazione e la sistemazione delle strade di uso pubblico.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

TITOLO I

NORME SULLA CLASSIFICAZIONE DELLE STRADE DI USO PUBBLICO

Art. 1.

(*Classi delle strade*).

Le strade di uso pubblico si distinguono in statali, provinciali, comunali, vicinali e militari.

Art. 2.

(*Strade statali*).

Sono statali le strade che:

a) costituiscono le grandi direttrici del traffico nazionale;

b) congiungono la rete viabile principale dello Stato con quella degli Stati limitrofi;

c) congiungono fra loro i capoluoghi di Provincia;

d) costituiscono diretti ed importanti collegamenti fra strade statali;

e) allacciano alla rete delle strade statali i porti marittimi, esclusi quelli di quarta categoria della classe seconda, o aeroporti, nonchè centri di particolare importanza industriale, turistica e climatica;

f) servono traffici interprovinciali o presentano particolare interesse per l'economia di vaste zone del territorio nazionale.

Art. 3.

(*Procedura per la classificazione delle strade statali*).

La classificazione delle strade statali o di loro tronchi è effettuata con decreto del Ministero dei lavori pubblici, sentiti i pareri del Consiglio di amministrazione dell'Azienda nazionale autonoma per le strade statali e del Consiglio superiore dei lavori pubblici, nonchè quello degli enti locali interessati che dovranno pronunciarsi entro un mese dalla richiesta.

Art. 4.

(*Strade provinciali*).

Sono provinciali le strade che:

a) allacciano al capoluogo di Provincia i capoluoghi dei singoli Comuni della rispettiva Provincia o più capoluoghi di Comuni tra di loro;

b) allacciano alla rete statale e provinciale i capoluoghi di Comuni particolarmente importanti per popolazione o perchè sede di notevoli industrie o perchè centri di intensa attività commerciale o perchè centri climatici o turistici di notevole rilevanza;

c) allacciano capoluoghi di Provincia o di Comuni importanti ai più vicini aeroporti, stazioni ferroviarie, porti marittimi, lacuali o fluviali;

d) costituiscono diretti e importanti collegamenti tra strade provinciali, o sono riconosciute necessarie per la valorizzazione di importanti attività agricole.

Art. 5.

(*Procedura per la classificazione delle strade provinciali*).

La classificazione di strade o di tronchi di esse fra le provinciali è effettuata con decreto del Ministro per i lavori pubblici, sentite le Amministrazioni provinciali interessate, il Consiglio superiore dei lavori pubblici e, in caso di opposizione dell'Amministrazione provinciale, il Consiglio di Stato

Art. 6.

(*Esecuzione di varianti*).

I tratti di strade statali o provinciali dismessi a seguito di varianti che non alterano i capisaldi del tracciato della strada perdono di diritto la qualità di statale o provinciale e, ove siano ancora utilizzabili, sono obbligatoriamente assunti dalle Provincie o dai Comuni, a seconda delle loro caratteristiche.

Art. 7.

(*Strade comunali*).

In quanto non comprese negli articoli 2 e 4, sono comunali le strade che:

a) congiungono il maggior centro del Comune con le sue frazioni, con la prossima stazione ferroviaria o tramviaria o automobilistica, con un aeroporto o con un porto marittimo, lacuale o fluviale, ovvero con le località che sono sede di essenziali servizi interessanti la collettività comunale;

b) congiungono le frazioni del Comune tra loro;

c) le strade all'interno degli abitati, eccettuati i tratti interni di strade statali o provinciali che attraversano abitati con popolazione non superiore a ventimila abitanti.

Art. 8.

(*Procedura per la classificazione delle strade comunali*).

La classificazione delle strade comunali è fatta con deliberazione del Consiglio comunale.

La deliberazione è pubblicata nell'albo pretorio del comune per 15 giorni consecutivi e gli interessati possono presentare opposizione entro i 15 giorni successivi alla scadenza di detto termine.

La deliberazione e le eventuali opposizioni sono trasmesse alla Giunta provinciale amministrativa in sede amministrativa, per le sue definitive determinazioni.

Art. 9.

(*Strade vicinali*).

Tutte le altre strade non iscritte nelle precedenti categorie e soggette a pubblico transito sono vicinali.

Art. 10.

(*Strade di bonifica*).

Le strade che saranno costruite come opere pubbliche di bonifica od a cura della Stato, in base a leggi speciali, o dalla Cassa per il Mezzogiorno saranno classificate, all'atto del collaudo, secondo le disposizioni della presente legge.

La classificazione fra le strade statali è effettuata a norma dell'art. 3; la classificazione fra le strade provinciali o comunali è effettuata con decreto del Ministro per i lavori pubblici, sentite, rispettivamente, le Amministrazioni provinciali e comunali interessate, il Consiglio superiore dei lavori pubblici e, in caso di opposizione delle Amministrazioni locali, il Consiglio di Stato.

Art. 11.

(*Strade militari di uso pubblico*).

Sono strade militari di uso pubblico quelle sulle quali l'autorità militare consente il pubblico transito.

Art. 12.

(*Declassificazione delle strade*).

Alla declassificazione di strade o tronchi di esse dalle categorie delle statali, delle provinciali o delle comunali si provvede con la procedura stabilita per la classificazione.

Lo stesso provvedimento che dispone la declassificazione determina la nuova classificazione della strada o del tronco o, qualora non si debba far luogo a nuova classificazione, la diversa destinazione del suolo stradale.

Art. 13.

(*Decorrenza della classificazione e declassificazione*).

I provvedimenti di classificazione e declassificazione hanno effetto dall'inizio del secondo mese successivo a quello nel quale essi sono emanati.

Art. 14.

(*Consorzi per le strade vicinali di uso pubblico*).

La costituzione dei consorzi previsti dal decreto legislativo luogotenenziale 1° settembre 1918, n. 1446, per la manutenzione, sistemazione e ricostruzione delle strade vicinali di uso pubblico, anche se rientranti nei comprensori di bonifica, è obbligatoria.

In assenza di iniziativa da parte degli utenti o del Comune, alla costituzione del consorzio provvede di ufficio il prefetto.

TITOLO II

NORME TRANSITORIE

Art. 15.

(*Piano per la classificazione di strade statali*).

Entro un anno dalla data di entrata in vigore della presente legge, il Ministro per i lavori pubblici, sentiti il Consiglio d'amministrazione dell'A.N.A.S e il Consiglio superiore dei lavori pubblici, forma il piano di tutte le strade che alla stessa data possiedono i requisiti di cui all'art. 2.

Il passaggio tra le statali delle strade comprese nel piano, di cui al comma precedente, che già non siano classificate tali sarà disposto gradualmente con decreto del Ministro per i lavori pubblici.

Art. 16.

(*Piano per la classificazione di strade provinciali*).

Entro sei mesi dalla data di entrata in vigore della presente legge, ogni Amministrazione provinciale forma il piano di tutte le strade che alla data stessa possiedono i requisiti prescritti dall'art. 4.

Il piano, approvato dal Consiglio provinciale, è pubblicato nel Foglio degli annunzi legali e integralmente comunicato, nel termine perentorio di quattro mesi dal la sua deliberazione, a tutte le Amministrazioni comunali della Provincia.

In mancanza di tempestivo adempimento, provvede il prefetto in via surrogatoria. La pubblicazione e la comunicazione del piano formato dal prefetto devono avvenire entro sei mesi dalla scadenza del termine di cui al precedente comma.

Nei casi preveduti nei commi secondo e terzo, i Comuni hanno facoltà di proporre motivata opposizione ai Consigli provinciali entro un mese dalla comunicazione del piano, sia per la esclusione di determinate strade dal piano stesso, sia per l'inclusione nello stesso di altre strade.

Il Consiglio provinciale si pronuncia sulle opposizioni nel termine di due mesi dal loro deposito presso la segreteria dell'Amministrazione provinciale. Qualora il Consiglio provinciale insista nella sua decisione o non si pronunzi nel tempo sopraindicato, la competenza a decidere è devoluta alla Giunta provinciale amministrativa in sede amministrativa, la quale si pronuncia entro i due mesi successivi, sentito l'Ufficio provinciale del Genio civile.

Le strade, comprese nei piani di cui al presente articolo che non siano già classificate fra le provinciali, lo saranno gradualmente con le norme dell'art. 5.

Art. 17.

(*Classificazione anticipata*).

Per le strade che non richiedono opere di sistemazione, o che comunque non diano luogo ad opposizioni da parte degli enti, cedente e ricevente, il Ministro per i lavori pubblici può procedere alla classificazione di strade statali e provinciali, con le norme previste dagli articoli 3 e 5, anche prima che siano formati i piani di classificazione di cui agli articoli 15 e 16.

Art. 18.

Il Ministro per i lavori pubblici è autorizzato, entro il limite di lire 180 miliardi, a concedere alle Amministrazioni provinciali un contributo fino all'80 per cento della spesa riconosciuta necessaria per la sistemazione generale delle strade che saranno classificate provinciali ai sensi dei precedenti articoli 16 e 17.

Nella determinazione della misura percentuale del contributo, di cui al comma precedente, si terrà conto delle condizioni di bilancio delle singoli Amministrazioni provinciali.

La somma di lire 180 miliardi è stanziata sul bilancio del Ministero dei lavori pubblici come segue:

L.	1	miliardo	. . .	nell'esercizio	1957-58
»	5	miliardi	. . .	»	1958-59
»	12	»	. . .	»	1959-60
»	18	»	. . .	»	1960-61
»	26	»	. . .	»	1961-62
»	33	»	. . .	»	1962-63
»	41	»	. . .	»	1963-64
»	44	»	. . .	»	1964-65

Le somme non impegnate in un esercizio saranno utilizzate negli esercizi successivi.

Art. 19.

(*Anticipazioni dello Stato alle Provincie*).

Per l'esecuzione dei lavori, di cui alla presente legge, il Ministero dei lavori pubblici in attesa del perfezionamento delle pratiche relative ai mutui, è autorizzato ad anticipare sui fondi di cui al precedente art. 18, la quota di spesa a carico delle Amministrazioni provinciali, previo riconoscimento di debito da parte delle stesse. In tal caso, il Ministero dei lavori pubblici darà comunicazione della anticipazione a quello del tesoro, il quale potrà sostituirsi all'Amministrazione provinciale nell'adempimento delle pratiche necessarie all'ottenimento del mutuo da parte della Cassa depositi e prestiti.

Il ricavo del mutuo affluirà alle Casse dello Stato copertura dell'anticipazione fatta.

Con decreto del Ministro per il tesoro si provvederà al reintegro del corrispondente capitolo dello stato di previsione della spesa del Ministero dei lavori pubblici.

Art. 20.

(*Controllo e vigilanza del Ministero dei lavori pubblici*).

Il Ministero dei lavori pubblici, attraverso i suoi organi centrali e periferici, esercita una azione di controllo e di vigilanza su tutte le operazioni di appatto e sulla progettazione ed esecuzione dei lavori.

La norma, di cui al precedente comma, non si applica quando i lavori sono eseguiti senza alcun contributo da parte dello Stato.

Art. 21.

(*Piano indicativo di ripartizione dei contributi*).

Il Ministro per i lavori pubblici, sulla base dei piani previsti dall'art. 16, predisporrà un piano indicativo del riparto dei contributi a favore delle varie Provincie, per ciascuno degli otto esercizi finanziari di cui all'articolo 18, in rapporto ai rispettivi stanziamenti.

Art. 22.

(*Dichiarazione di pubblica utilità e di indifferibilità e urgenza*).

La concessione di contributi, di cui all'art. 18 della presente legge, comporta la dichiarazione di pubblica utilità e di urgenza ed indifferibilità delle opere relative a tutti gli effetti di legge.

Art. 23.

(*Indennità di espropriazione*).

Per le espropriazioni necessarie per i lavori, da eseguirsi in applicazione della presente legge, l'indennità è determinata nella misura corrispondente alla media del valore venale e dell'imponibile netto catastale capitalizzato ad un tasso dal 3,50 per cento al 7 per cento, a seconda delle condizioni del fondo e della località.

Art. 24.

(*Strade di bonifica*).

Con il procedimento stabilito con l'art. 10 si provvede anche alla classificazione delle strade costruite come opere pubbliche di bonifica o a cura dello Stato, in base a disposizioni speciali, o dalla Cassa per il Mezzogiorno e già collaudate alla data di entrata in vigore della presente legge.

Art. 25.

(*Copertura degli oneri finanziari*).

Agli oneri finanziari dipendenti dall'applicazione dell'art 20, per l'esercizio 1957 58 si provvederà a carico del fondo iscritto nello stato di previsione della spesa del Ministero del tesoro per l'esercizio medesimo per provvedere ad oneri derivanti da provvedimenti legislativi in corso.

Il Ministro per il tesoro è autorizzato ad apportare, con propri decreti, le occorrenti variazioni di bilancio.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 12 febbraio 1958

GRONCHI

ZOLI — TOGNI — PELLA —
GONELLA — TAMBRONI —
ANDREOTTI — MEDICI —
COLOMBO — TAVIANI —
ANGELINI

Visto, *il Guardasigilli* GONELLA

LEGGE 4 marzo 1958, n. 127.

Modificazioni alle disposizioni del Codice penale relative ai reati commessi col mezzo della stampa.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

L'art. 57 del Codice penale è sostituito dai seguenti:

« Art. 57. (*Reati commessi col mezzo della stampa periodica*). — Salva la responsabilità dell'autore della pubblicazione e fuori dei casi di concorso, il direttore o il vice-direttore responsabile, il quale omette di esercitare sul contenuto del periodico da lui diretto il controllo necessario ad impedire che col mezzo della pubblicazione siano commessi reati, è punito, a titolo di colpa, se un reato è commesso, con la pena stabilita per tale reato, diminuita in misura non eccedente un terzo ».

« Art. 57-*bis*. (*Reati commessi col mezzo della stampa non periodica*). — Nel caso di stampa non periodica, le disposizioni di cui al precedente articolo si applicano all'editore, se l'autore della pubblicazione è ignoto o non imputabile, ovvero allo stampatore, se l'editore non è indicato o non è imputabile ».

Art. 2.

Il secondo comma dell'art. 58 del Codice penale è abrogato.

Art. 3.

Fra l'art. 58 e l'art. 59 del Codice penale è inserito il seguente:

« Art. 58 *bis*. (*Procedibilità per i reati commessi col mezzo della stampa*). — Se il reato commesso col mezzo della stampa è punibile a querela, istanza o richiesta, anche per la punibilità dei reati preveduti dai tre articoli precedenti è necessaria querela, istanza o richiesta.

La querela, la istanza o la richiesta presentata contro il direttore o vice direttore responsabile, l'editore o lo stampatore, ha effetto anche nei confronti dell'autore della pubblicazione per il reato da questo commesso.

Non si può procedere per i reati preveduti nei tre articoli precedenti se è necessaria una autorizzazione di procedimento per il reato commesso dall'autore della pubblicazione, fino a quando l'autorizzazione non è concessa. Questa disposizione non si applica se l'autorizzazione è stabilita per le qualità o condizioni personali dell'autore della pubblicazione ».

Art. 4.

Fra l'art. 596 e l'art. 597 del Codice penale è inserito il seguente:

« Art. 596 *bis*. (*Diffamazione col mezzo della stampa*). — Se il delitto di diffamazione è commesso col mezzo della stampa le disposizioni dell'articolo precedente si applicano anche al direttore o vice-direttore responsabile, all'editore e allo stampatore, per i reati preveduti negli articoli 57, 57-*bis* e 58 ».

Art. 5.

Fra l'art. 663 e l'art. 664 del Codice penale è inserito il seguente:

« Art 663 *bis*. (*Divulgazione di stampa clandestina*). — Salvo che il fatto non costituisca reato più

grave, chiunque in qualsiasi modo divulga stampe o stampati pubblicati senza l'osservanza delle prescrizioni di legge sulla pubblicazione e diffusione della stampa periodica e non periodica, è punito con l'ammenda fino a lire 50.000 o con l'arresto fino ad un anno ».

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 4 marzo 1958

GRONCHI

ZOLI — GONELLA

Visto, *il Guardasigilli*: GONELLA

DECRETO MINISTERIALE 12 febbraio 1958.

Approvazione del piano tecnico presentato dalla Società Telefoni Italia Medio Orientale, concernente la istituzione della nuova rete telefonica urbana nel comune di Montefalco ed autorizzazione del distacco del territorio dello stesso Comune dalla rete urbana di Foligno.

IL MINISTRO
PER LE POSTE E LE TELECOMUNICAZIONI

Visto l'art. 15 della convenzione stipulata il 30 marzo 1925 fra i Ministeri delle comunicazioni e delle finanze da una parte e la Società Telefoni Italia Medio Orientale dall'altra per la cessione del servizio telefonico pubblico nella 3ª Zona, convenzione approvata con regio decreto 23 aprile 1925, n. 509;

Visto l'art. 16 del regio decreto-legge 14 giugno 1925, n. 884;

Vista la domanda presentata dalla Società Telefoni Italia Medio Orientale in data 22 ottobre 1957 intesa ad ottenere l'approvazione del piano tecnico relativo alla istituzione della rete urbana autonoma nel comune di Montefalco e l'autorizzazione a distaccare detto Comune dalla rete di Foligno di cui fa parte;

Visto il parere favorevole espresso dal Consiglio di amministrazione delle poste e delle telecomunicazioni nell'adunanza n. 660 del 29 gennaio 1958;

Considerato che per adeguare gli impianti alle esigenze imposte dalla tecnica telefonica in continua fase evolutiva e per rispondere alla necessità dell'utenza in continuo aumento si rende necessaria l'istituzione della rete urbana nel comune di Montefalco previo distacco dello stesso Comune dalla rete urbana di Foligno di cui faceva parte;

Ritenuto che i lavori previsti nel piano tecnico rispondono alle dovute norme tecniche ed alle esigenze locali;

Decreta:

E' approvato il piano tecnico presentato dalla Società Telefoni Italia Medio Orientale, concernente la istituzione della nuova rete urbana nel comune di Montefalco ed è autorizzato il distacco del territorio dello stesso Comune dalla rete urbana di Foligno di cui faceva parte.

Roma, addì 12 febbraio 1958

Il Ministro: MATTARELLA

(1178)

DECRETO MINISTERIALE 12 febbraio 1958.

Approvazione del piano tecnico n. 489 presentato dalla Società Esercizi Telefonici, concernente l'automatizzazione della rete telefonica urbana del comune di Torre del Greco (Napoli) ed autorizzazione del distacco del territorio dello stesso Comune dalla rete urbana di Napoli.

IL MINISTRO
PER LE POSTE E LE TELECOMUNICAZIONI

Visto l'art. 15 della convenzione stipulata il 30 marzo 1925 fra i Ministeri delle comunicazioni e delle finanze da una parte e la Società Esercizi Telefonici dall'altra per la cessione del servizio telefonico pubblico nella 5ª Zona, convenzione approvata con regio decreto 23 aprile 1925, n. 509;

Visto l'art. 16 del regio decreto-legge 14 giugno 1925, n. 884;

Vista la domanda presentata dalla Società Esercizi Telefonici in data 23 dicembre 1957, intesa ad ottenere l'approvazione del piano tecnico n. 489 relativo all'automatizzazione della rete urbana del comune di Torre del Greco e l'autorizzazione a distaccare detto Comune dalla rete urbana di Napoli di cui fa parte;

Visto il parere favorevole espresso dal Consiglio di amministrazione delle poste e delle telecomunicazioni nell'adunanza n. 660 del 29 gennaio 1958;

Considerato che per adeguare gli impianti alle esigenze imposte dalla tecnica telefonica in continua fase evolutiva e per rispondere alla necessità dell'utenza in continuo aumento si rende necessaria l'automatizzazione della rete urbana del comune di Torre del Greco previo distacco dello stesso Comune dalla rete urbana di Napoli di cui faceva parte;

Ritenuto che i lavori previsti nel piano tecnico rispondono alle dovute norme tecniche ed alle esigenze locali;

Decreta:

E' approvato il piano tecnico n. 489 presentato dalla Società Esercizi Telefonici, concernente l'automatizzazione della rete urbana del comune di Torre del Greco (Napoli) ed è autorizzato il distacco del territorio dello stesso Comune dalla rete urbana di Napoli di cui faceva parte.

Roma, addì 12 febbraio 1958

Il Ministro: MATTARELLA

(1185)

DECRETO MINISTERIALE 25 febbraio 1958.

Norme esecutive della legge 1° novembre 1957, n. 1054, contenente provvidenze a favore della produzione della canapa.

IL MINISTRO PER L'AGRICOLTURA E FORESTE
DI CONCERTO CON
IL MINISTRO PER IL TESORO

Vista la legge 1° novembre 1957, n. 1054, contenente provvidenze a favore della produzione della canapa;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 17 novembre 1953, n. 842, con il quale ai sensi dell'art. 7 della legge 9 aprile 1953, n. 297, è stato provveduto al riordinamento del Consorzio nazionale produttori canapa;

Decreta:

Art. 1.

I contributi previsti dall'art. 2 della legge 1° novembre 1957, n. 1054, contenente disposizioni a favore della canapicoltura, possono essere concessi, per quanto riguarda l'esercizio 1957-58, a produttori agricoli di canapa, di produzione 1956, singoli od associati, nonchè, fino al limite di 50 milioni, ad enti ed istituti che abbiano posto allo studio e sperimentato nuovi sistemi e processi tecnici, intesi a conseguire una maggiore produttività delle superfici investite a canapa ed una riduzione dei costi di produzione e di conservazione della fibra.

Art. 2.

Per le iniziative attuate per il conseguimento delle finalità di cui all'art. 1 della citata legge n. 1054, nel periodo intercorrente fra il 1° luglio 1956 e la data di pubblicazione del presente decreto, le richieste dei contributi di cui al precedente art. 1 debbono essere presentate entro venti giorni dalla data di pubblicazione del presente decreto al Consorzio nazionale produttori canapa, che le inoltrerà al Ministero dell'agricoltura e delle foreste, corredandole del suo parere:

a) sul possesso, da parte del richiedente, dei requisiti occorrenti per l'ammissione ai benefici della legge n. 1054;

b) sulla rispondenza delle iniziative svolte alle finalità indicate dalla legge;

c) sulla misura del contributo che si ritiene possa essere concesso in rapporto all'importanza delle iniziative assunte nell'interesse della produzione canapicola ed alle spese incontrate per la loro realizzazione.

Per le iniziative a carattere generale assunte da produttori agricoli di canapa, singoli ed associati, il Consorzio nazionale produttori canapa entro lo stesso termine di venti giorni, può avanzare domanda di concessione del contributo indicando i gruppi di produttori ai quali, per le iniziative svolte, può essere concesso il beneficio. In tal caso il Consorzio nazionale produttori canapa può proporre che la concessione delle provvidenze stesse venga disposta in base alle quantità di prodotto conferito.

Il Ministero dell'agricoltura e delle foreste, esaminate le domande e sentito il parere della Commissione di cui al successivo art. 4, determina le iniziative sussidiabili assegnando il contributo nella misura ritenuta congrua.

Art. 3.

Per le iniziative non ancora attuate, le domande di contributo debbono essere presentate, entro un mese dalla data di pubblicazione del presente decreto, al Consorzio nazionale produttori canapa che le trasmetterà al Ministero dell'agricoltura e delle foreste esprimendo il proprio motivato parere in merito alla rispondenza dell'iniziativa alle finalità della legge ed alla misura del contributo da assegnare in relazione alla spesa occorrente.

Il Ministero dell'agricoltura e delle foreste, sentito il parere della Commissione di cui al successivo art. 4, provvede all'assegnazione del contributo nella misura ritenuta congrua, fissando un termine per la esecuzione dell'iniziativa.

Art. 4.

Con decreto del Ministro per l'agricoltura e per le foreste verrà istituita una Commissione composta: dal direttore generale della Tutela economica dei prodotti agricoli del Ministero dell'agricoltura e delle foreste, che la presiede; da un rappresentante del suddetto Ministero, che funge da segretario; da un rappresentante del Ministero del tesoro; da due rappresentanti dei produttori agricoli designati dalle Organizzazioni interessate.

La Commissione ha il compito:

a) di esprimere il proprio parere in ordine alle richieste di contributo di cui agli articoli 2 e 3;

b) di seguire e controllare l'attuazione delle iniziative ammesse ai benefici del presente decreto, onde accertarne l'esecuzione;

c) di esprimere, su richiesta del Ministero dell'agricoltura e delle foreste, parere su quant'altro concerne l'applicazione del presente provvedimento.

Art. 5.

Il Consorzio nazionale produttori canapa provvede, con i fondi messi a sua disposizione dal Ministero dell'agricoltura e delle foreste, a termini del successivo art. 7, all'erogazione dei contributi assegnati per le iniziative già attuate alla data di pubblicazione del presente decreto. Per le iniziative da attuare l'erogazione del contributo sarà effettuata con le stesse modalità previa dimostrazione dell'avvenuta esecuzione dell'iniziativa.

All'atto della riscossione del contributo, gli assegnatari dovranno rilasciare le ricevute da allegare ai rendiconti di cui al successivo art. 9.

Art. 6.

Le anticipazioni di cui all'art. 3, secondo comma, della legge 1° novembre 1957, n. 1054, occorrenti per i contributi cui il Ministero dell'agricoltura e delle foreste non provveda direttamente, sono concesse dal Ministero stesso, su domanda del presidente del Consiglio di amministrazione del Consorzio nazionale produttori canapa, vistata da almeno uno dei membri del Collegio sindacale.

Art. 7.

Il Ministero dell'agricoltura e delle foreste, sui fondi stanziati nel proprio bilancio a termini della ripetuta legge n. 1054, ed in base alle richieste di cui all'articolo precedente, mette a disposizione del Consorzio nazionale produttori canapa i fondi ad esso occorrenti per il pagamento dei contributi di cui sopra. Tali fondi debbono essere depositati in conti correnti intestati al Consorzio stesso, da aprire presso uno o più Istituti di credito di indubbia solvibilità, a norma dell'art. 346 del regolamento approvato con regio decreto 23 maggio 1924, n. 827.

Art. 8.

Il Consorzio nazionale produttori canapa è tenuto a compilare mensilmente, ed a trasmettere al Ministero dell'agricoltura e delle foreste ed a quello del tesoro, una situazione dalla quale risulti l'ammontare complessivo delle somme ricevute in anticipo per il pagamento del contributo dello Stato agli aventi diritto, e l'utilizzazione fatta delle somme stesse.

Il Ministero dell'agricoltura e delle foreste ed il Ministero del tesoro potranno disporre, a mezzo di propri funzionari, i controlli che riterranno opportuni.

Art. 9.

Il Consorzio nazionale produttori canapa deve presentare, entro il termine previsto dalle disposizioni vigenti in materia, i rendiconti delle anticipazioni ricevute al Ministero dell'agricoltura e delle foreste che provvederà ad inoltrarli alla Corte dei conti.

Art. 10.

Il presidente del Consiglio di amministrazione del Consorzio nazionale produttori canapa assume per la presentazione del rendiconto la qualifica di funzionario delegato, a norma dell'art. 3 della legge 1° novembre 1957, n. 1054.

Il presente decreto sarà inviato alla Corte dei conti per la registrazione e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 25 febbraio 1958

Il Ministro per l'agricoltura e foreste
COLOMBO

Il Ministro per il tesoro
MEDICI

Registrato alla Corte dei conti, addì 6 marzo 1958
Registro n. 4 Agricoltura e foreste, foglio n. 177. — ANGELINI

(1242)

DECRETO MINISTERIALE 28 febbraio 1958.

Determinazione delle somme erogate dall'A.R.A.R. - Gestione residuati, e modalità per le operazioni finali della Gestione stessa.

IL MINISTRO PER IL TESORO

Vista la legge 22 dicembre 1957, n. 1294;
Vista la legge 2 gennaio 1958, n. 3;
Vista la legge 4 dicembre 1956, n. 1404;
Visti gli atti alla base del verbale di consegna degli amministratori uscenti al liquidatore subentrante, da cui risulta accertato in L. 2.327.430.648 l'importo che alla data di entrata in vigore della legge 2 gennaio 1958, n. 3, è stato erogato dall'A.R.A.R. - Gestione residuati, per le finalità previste dall'art. 4 della legge 2 gennaio 1958, n. 3;
Ritenuta la necessità di determinazioni in ordine a quanto sopra, per gli effetti delle regolazioni in bilancio, ai sensi delle citate disposizioni, nonchè per il finanziamento delle spese delle gestioni previste dall'art. 2 della menzionata legge 2 gennaio 1958, n. 3, con le disponibilità complessive delle gestioni stesse;
Considerata altresì l'esigenza di disciplinare le modalità di svolgimento delle operazioni interessanti i settori di attività in conto Stato indicati dal più sopra richiamato art. 2 della legge 2 gennaio 1958, n. 3;

Decreta:

Art. 1.

In relazione all'art. 16 della legge 22 dicembre 1957, n. 1294, e all'art. 4 della legge 2 gennaio 1958, n. 3, l'importo delle somme erogate dall'A.R.A.R. - Gestione residuati, per le finalità contemplate dalle stesse suddette disposizioni è determinato alla data di entrata in vigore della citata legge 2 gennaio 1958, n. 3, in L. 2.327.430.648.

Alla regolazione in bilancio della più sopra indicata partita si provvederà nei modi stabiliti dalle menzionate disposizioni, restando le ulteriori spese delle gestioni previste dall'art. 2 della richiamata legge 2 gennaio 1958, n. 3, a carico delle disponibilità delle gestioni stesse.

Art. 2.

Per le delibere riguardanti le finali operazioni delle gestioni di cui all'articolo precedente, il liquidatore continuerà ad avvalersi degli organi consultivi, Comitato tecnico e Comitato MPA 203, in essere alla data del 31 gennaio 1958.

Il presente decreto sarà registrato alla Corte dei conti e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 28 febbraio 1958

Il Ministro: MEDICI

Registrato alla Corte dei conti, addì 6 marzo 1958
Registro n. 6 Tesoro, foglio n. 333. — FLAMMIA

(1232)

DECRETO MINISTERIALE 3 marzo 1958.

Messa in liquidazione coatta amministrativa della Cooperativa di consumo fra i dipendenti dello stabilimento C.I.S.A. - Viscosa di Padova (C.O.C.I.S.A.), con sede in Padova, e nomina del commissario liquidatore.

IL MINISTRO
PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE

Viste le risultanze della revisione ordinaria eseguita alla Cooperativa di consumo tra i dipendenti dello stabilimento C.I.S.A. - Viscosa di Padova (C.O.C.I.S.A.), con sede in Padova, dalle quali si rileva che l'Ente predetto non ha attività sufficienti per il pagamento dei debiti;
Sentito, in via d'urgenza, il Comitato costituito in seno alla Commissione centrale per le cooperative, ai sensi dell'art. 19, lettera *b)* del decreto legislativo 14 dicembre 1947, n. 1577;
Ritenuta la necessità di assoggettare la Cooperativa predetta alla procedura della liquidazione coatta amministrativa;
Visto l'art. 2540 del Codice civile e il titolo 5° del regio decreto 16 marzo 1942, n. 267;

Decreta:

La Cooperativa di consumo fra i dipendenti dello stabilimento C.I.S.A. - Viscosa di Padova (C.O.C.I.S.A.), con sede in Padova, costituita con atto 2 maggio 1944 del notaio Giuseppe Benacchio, è messa in liquidazione coatta amministrativa, ai sensi e per gli effetti di cui agli articoli 2540 del Codice civile e 197 del regio decreto 16 marzo 1942, n. 267.

Il rag. dott. Guido Negrelli è nominato commissario liquidatore della Cooperativa stessa, con gli obblighi e le responsabilità di legge.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 3 marzo 1958

Il Ministro: GUI

(1222)

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA

Cessazione di notai dall'esercizio

Agli effetti dell'art. 58, n 2, della legge sul notariato 16 febbraio 1913 n 89, si porta a conoscenza che, con decreto del Presidente della Repubblica 5 marzo 1958, in corso di registrazione alla Corte dei conti, i sottonotati notai sono stati dispensati dall'ufficio per limite di età, con effetto dalle date per ciascuno di essi indicate, in applicazione degli articoli 7 della legge 6 agosto 1926, n 1365, e 37 a 39 del regio decreto 14 novembre 1926, n 1953:

Passannante Beniamino, residente nel comune di San Benedetto del Tronto, distretto notarile di Ascoli Piceno l'8 aprile 1958,

Sartori Remo, residente nel comune di Pergine Valsugana, distretto notarile di Trento il 14 aprile 1958,

Cavagnis Francesco, residente nel comune di Zogno, distretto notarile di Bergamo il 22 aprile 1958.

(1238)

MINISTERO DELL'INTERNO

Autorizzazione all'Amministrazione comunale di Agrigento ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1956

Con decreto interministeriale in data 20 novembre 1957, registrato alla Corte dei conti il 13 febbraio 1958 registro n 4 Interno foglio n 45, è stata autorizzata l'assunzione da parte dell'Amministrazione comunale di Agrigento di un mutuo di L. 117 000 000, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1956.

(1233)

Autorizzazione all'Amministrazione comunale di Africo ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1956

Con decreto interministeriale in data 31 luglio 1957, registrato alla Corte dei conti il 18 febbraio 1958, registro n 4 Interno, foglio n 172, è stata autorizzata l'assunzione da parte dell'Amministrazione comunale di Africo (Reggio Calabria) di un mutuo di L 11 080 000 ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1956.

(1234)

MINISTERO DEI LAVORI PUBBLICI

Proroga della gestione straordinaria dell'Istituto autonomo per le case popolari di Massa Carrara

Con decreto del Ministro per i lavori pubblici n 3298 in data 5 marzo 1958, è stata prorogata fino al 24 marzo 1958 la gestione straordinaria dell'Istituto autonomo per le case popolari di Massa Carrara, affidata al dott. Gerardo Sica.

(1206)

Passaggio dal Demanio pubblico al patrimonio dello Stato di una zona di terreno demaniale lungo il torrente San Romolo, in comune di San Remo (Imperia).

Con decreto del 12 luglio 1957, n. 334, del Ministro per i lavori pubblici di concerto con quello per le finanze, si è disposto il passaggio dal Demanio pubblico al patrimonio dello Stato di una zona di terreno lungo il torrente San Romolo, in comune di San Remo (Imperia), della superficie di mq 84,63, segnata nel catasto dello stesso Comune, al foglio 33° ed indicata nella planimetria rilasciata dall'Ufficio tecnico erariale - Sezione autonoma di Imperia il 24 marzo 1956 in scala 1.500, planimetria che fa parte integrante del decreto stesso.

(1199)

MINISTERO DELLA PUBBLICA ISTRUZIONE

Vacanza della cattedra di «filosofia» presso la Facoltà di magistero della Università di Roma

Ai sensi e per gli effetti dell'art. 3 del decreto legislativo luogotenenziale 5 aprile 1945, n 238, si comunica che presso la Facoltà di magistero della Università di Roma, è vacante la cattedra di «filosofia» cui la Facoltà interessata intende provvedere mediante trasferimento

Gli aspiranti al trasferimento medesimo dovranno presentare le proprie domande, direttamente al preside della Facoltà entro trenta giorni dalla pubblicazione del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

(1237)

MINISTERO DELLE FINANZE

Esito di ricorso

Con decreto del Presidente della Repubblica in data 30 giugno 1957, registrato alla Corte dei conti l'8 febbraio 1958, al registro n 3 Finanze, foglio n 324, è stato dichiarato inammissibile, in conformità del parere emesso dal Consiglio di Stato nella adunanza generale del 29 novembre 1956, il ricorso straordinario al Capo dello Stato proposto dal sig Berardi Riccardo avverso il provvedimento emesso dall'Amministrazione finanziaria per la vendita in favore del sig Geitlinger Alfredo, in rappresentanza della s. r. l. «G.I.C.L.O.», di un terreno demaniale denominato «ex Essiccatoio» sito in Milano, località Villapizzone.

(1134)

MINISTERO DELL'AGRICOLTURA E DELLE FORESTE

RIFORMA FONDIARIA

Determinazione della indennità dovuta per i terreni espropriati in applicazione delle leggi di riforma fondiaria

Ente Maremma tosco-laziale

L'indennità di espropriazione, dovuta ai sensi della legge 15 marzo 1956, n. 156, per i terreni siti in agro del comune di Volterra (Pisa), di complessivi ettari 274 25 12, espropriati in forza del decreto Presidenziale 27 dicembre 1952, n 3854 (pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica n. 16 del 21 gennaio 1953, supplemento ordinario n 3) nei confronti della ditta VANNUCHI Manlio fu Cesare, e trasferiti all Ente per la colonizzazione della Maremma tosco-laziale e del territorio del Fucino, è determinata in L. 14 751 387 (lire quattordicimilioni settecentocinquantunomilatrecentottantasette), salvo definitivo provvedimento ai sensi dell'art. 5, comma terzo, della legge 15 marzo 1956, n 156.

I relativi interessi, di cui all'art. 6 della citata legge n. 156 decorrono dal 4 settembre 1953.

I seguenti dati catastali, esposti nell'allegato 1) al sopracitato decreto Presidenziale di espropriazione, vengono rettificati come appresso:

Errata

Foglio n. 17, particella 1 (p), Seminativo IV, ettari 4.13.80, reddito dominicale L. 600.

Corrige

Foglio n. 17, particella 1 (p), Seminativo IV, ettari 4.00.00, reddito dominicale L. 580.

Pertanto la superficie totale di esproprio e il corrispondente reddito dominicale variano da ettari 274.25.12 ad ettari 274.11.32 e da L. 38 803,08 a L. 38.783,08.

Decorsi venti giorni dalla data della presente pubblicazione senza opposizioni per la rettifica di eventuali errori materiali, verrà emanato il provvedimento definitivo da pubblicarsi, per estratto, nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

(1163)

MINISTERO DELL'AGRICOLTURA E DELLE FORESTE

RIFORMA FONDIARIA

Determinazione di interessi relativi ad indennità liquidate per i terreni espropriati in applicazione delle leggi di riforma fondiaria

Con decreti Ministeriali in data 4 gennaio 1958, sono stati determinati gli interessi relativi alle indennità liquidate per i terreni espropriati nei confronti delle ditte di cui all'unito elenco vistato e trasferiti in proprietà agli Enti e Sezioni di riforma fondiaria.

I predetti interessi vengono corrisposti in titoli del Prestito per la riforma fondiaria, emessi in forza dell'art 18 della legge 21 ottobre 1950, n. 841, con gli arrotondamenti di cui all'art 1 della legge 11 febbraio 1952, n 70, richiamata dall'art. 6, ultimo comma, della legge 15 marzo 1956, n. 156.

I titoli di cui sopra vengono depositati presso gli Istituti di credito per ciascuna ditta specificati nell'elenco medesimo e saranno svincolati dal Tribunale competente ai sensi del combinato disposto degli articoli 9 della legge 12 maggio 1950, n. 230 e 1 della legge 21 marzo 1953, n. 224

Numero d'ordine	DITTA ESPROPRIATA	Decreto Presidenziale di espropriazione		Decreto Presidenziale di liquidazione indennità			Decreto Ministeriale liquidazione interessi				Ammontare indennità (arrotondato)	Ammontare interessi (arrotondato)	Istituto presso cui vengono depositati i titoli del Prestito per la riforma fondiaria	TESORERIA
		Data	N.	Data	Gazzetta Ufficiale N.	Gazzetta Ufficiale Data	N. in data 4-1-1958	Registrazione alla Corte dei conti Data	Reg. Agr. N.	Reg. Agr. Foglio	Lire	Lire		
	E. T. F. A. S.													
1	FALCHI BUSCHETTU Efisio fu Giovanni	25- 6-52	975 977	30-10-54	31	8- 2-55	4161/2065	10- 2-58	3	66	795.000	95.000	Banca Nazionale Lavoro	Cagliari
2	FALCHI BUSCHETTU Efisio fu Giovanni	25- 6-52	976	22-11-53	36	13- 2-54	4162/2066	10- 2-58	3	67	905.000	60 000	Sede di Cagliari	Id.
3	FALCHI BUSCHETTU Efisio fu Giovanni	6- 9-52	1459	4-12-54	46	25- 2-55	4163/2067	10- 2-58	3	68	2.465.000	260.000	Id. Id.	Id.
4	FALCHI BUSCHETTU Efisio fu Giovanni	6- 9-52	1461	30-10-54	31	8- 2-55	4164/2068	10- 2-58	3	69	645.000	65.000	Id. Id.	Id.
5	FALCHI BUSCHETTU Efisio fu Giovanni	6- 9-52	1505	30-10-54	31	8- 2-55	4165/2069	10- 2-58	3	70	1.550.000	160.000	Id. Id	Id.
6	FALCHI BUSCHETTU Efisio fu Giovanni	6- 9-52	1506	30-10-54	31	8- 2-55	4166/2070	10- 2-58	3	71	100.000	10.000	Id. Id.	Id.
7	FALCHI BUSCHETTU Efisio fu Giovanni	6- 9-52	1507	22-11-53	36	13- 2-54	4167/2071	10- 2-58	3	72	2.405.009	130.000	Id. Id.	Id.
8	MELONI SIOTTO Raimonda fu Francesco	29-11-52	2670	26- 9-54	291	20-12-54	4168/2072	10- 2-58	3	73	2.895.000	210.000	Id. Id	Id.
9	MELONI SIOTTO Raimonda fu Francesco	29-11-52	2671	26- 9-54	291	20-12-54	4169/2073	10- 2-58	3	74	1.640.000	120.000	Id. Id.	Id.
10	SOCIETA' ANONIMA « MONTEPONI », con sede in Torino	27-12-52	3228	24-12-54	64	18- 3-55	4170/2074	10- 2-58	3	75	465.000	45.000	Id Id.	Id.
11	SOCIETA' ANONIMA « MONTEPONI », con sede in Torino	27-12-52	3229	24-12-54	64	18- 3-55	4171/2075	10- 2-58	3	76	760.000	70.000	Id Id	Id.
12	SOCIETA' ANONIMA « MONTEPONI », con sede in Torino	27-12-52	3231	24-12-54	64	18- 3-55	4172/2076	10- 2-58	3	77	55.000	5.000	Id. Id.	Id
13	SOCIETA' BONIFICHE SOCIALI SARDE, con sede in Sassari	26-10-52	1810	25- 9-55	272	25-11-55	4173/2077	10- 2-58	3	78	5.635.000	720.000	Id Id	Id.

Roma, addì 20 febbraio 1958

Visto, p. *il Ministro* DATO

(1096)

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

Diffida per smarrimento di certificati d'iscrizione di rendita nominativa

(2ª *pubblicazione*). Elenco n 5

In conformità delle disposizioni degli articoli 48 del testo unico delle leggi sul Debito pubblico, approvato con regio decreto 17 luglio 1910, n. 536 e 75 del regolamento generale approvato con regio decreto 19 febbraio 1911, n 298 e art 37 della legge 12 agosto 1957, n. 752, si notifica che, ai termini dell'art 73 del citato regolamento è stata denunziata la perdita dei certificati d'iscrizione delle sotto designate rendite ed è stata fatta domanda a quest'Amministrazione affinchè, previe le formalità prescritte dalla legge, vengano rilasciati nuovi certificati:

CATEGORIA del debito	NUMERO della iscrizione	INTESTAZIONE DELLE ISCRIZIONI	AMMONTARE della rendita annua di ciascuna iscrizione
			Lire
P. R. 3,50 % (1934)	149777 (nuda proprietà)	Greppi Giuseppina fu Germano, moglie di Belluati Secondo, dom a Casale Monferrato (Alessandria), con usufrutto a Marinone Angela fu Giuseppe, vedova di Greppi Giuseppe, dom. a Vercelli	1.277,50
Cons 3,50 % (1906)	838023 (nuda proprietà)	Pastorino Vittorio fu Pietro, dom a Genova, con usufrutto a Ciglia Virginia fu Stefano vedova Pastorino, dom. a Genova	84 —
Rendita 5 % (1935)	229688 (nuda proprietà)	Bottani Clementina fu Ercole, dom a Novara, con usufrutto a Rizzi Giuseppina fu Luigi vedova Bottani, dom a Novara	1.665 —
P. R. 3,50 % (1934)	438328 (nuda proprietà)	Asilo infantile di San Paolo Solbrito « Paolo Sonaglia » (Alessandria), con usufrutto a Gambetta Rosa fu Pietro vedova di Sonaglia Antonino, dom. a Torino	420 —
Id.	286657 (nuda proprietà)	Congregazione di carità di San Paolo Solbrito (Alessandria), con usufrutto a Gambetta Rosa fu Pietro vedova di Sonaglia Antonino, dom. a Torino	430,50
Id.	495163 (nuda proprietà)	Giuliano Giuseppe fu Giuseppe, minore sotto la patria potestà della madre Olivero Margherita di Battista vedova Giuliano, dom. a Cuneo, con usufrutto a quest'ultima . .	143,50
B.T.N. 5% (1951) Serie 46	584	Lombardi Albertina di Massimino con usufrutto a favore di Fava Elvira	500 —
Id. Serie 48	552	Come sopra	500 —
Id. Serie 49	587	Come sopra	125 —
Id. Serie 48	554	Lombardi Aldo di Massimino, con usufrutto a favore di Fava Elvira	1.000 —
Id. Serie 49	589	Come sopra	125 —
Id. Serie 48	553	Lombardi Neide di Massimino, con usufrutto a favore di Fava Elvira	1.000 —
Id. Serie 49	588	Come sopra	125 —
Id. Serie 49	590	Lombardi Argenide fu Erasmo, con usufrutto a favore di Fava Elvira	125 —
Id. Serie 63	461	Come sopra	1.000 —

Si diffida pertanto chiunque possa avervi interesse che trascorsi sei mesi dalla prima delle prescritte due pubblicazioni del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale*, si rilasceranno i nuovi certificati, qualora in questo termine non siano state notificate opposizioni a questa Direzione generale nei modi stabiliti dall'art. 76 del citato regolamento.

Roma, addì 30 novembre 1957 *Il direttore generale*: SCIPIONE

(6723)

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO PORTAFOGLIO DELLO STATO

N. 58

Corso dei cambi dell'11 marzo 1958 presso le sottoindicate Borse valori

VALUTE	Bologna	Firenze	Genova	Milano	Napoli	Palermo	Roma	Torino	Trieste	Venezia
$ USA	624,80	624,80	624,80	624,81	624,70	624,82	624,84	624,85	624,80	624,85
$ Can.	638,25	639 —	639,50	639,375	637,05	638,25	639,50	638,25	638,25	639 —
Fr Sv lib.	145,80	145,80	145,80	145,80	145,75	145,80	145,80	145,80	145,80	145,80
Kr D.	90,24	90,25	90,25	90,265	90,15	90,24	90,265	90,25	90,25	90,25
Kr N.	87,28	87,30	87,30	87,305	87,20	87,27	87,325	87,30	87,30	87,30
Kr Sv.	120,23	120,26	120,27	120,27	120,25	120,21	120,275	120,27	120,27	120,30
Fol	164,50	164,50	164,52	164,545	164,40	164,50	164,53	164,55	164,50	164,50
Fr B.	12,49	12,49	12,50	12,495	12,485	12,50	12,49625	12,50	12,50	12,50
Fr Fr	147,72	147,75	147,78	147,76	147,77	147,70	147,78	147,75	147,74	147,80
Fr Sv acc.	142,22	142,24	142,27	142,28	142,20	142,22	142,255	142,25	142,24	142,25
Lst	1746,60	1747 —	1747,50	1747,125	1746 —	1746,80	1747,125	1746,50	1746,875	1747 —
Dm occ	148,42	148,45	148,455	148,47	148,35	148,41	148,46	148,45	148,45	148,45
Scell. Aust.	23,97	23,98	23,98	23,9875	23,90	23,98	23,98625	23,95	23,98	23,99

Media dei titoli dell'11 marzo 1958

Rendita 3,50 % 1906	61,45
Id 3,50 % 1902	60,45
Id 5 % 1935	96,825
Redimibile 3,50 % 1934	83,05
Id. 3,50 % (Ricostruzione)	75,225
Id. 5 % (Ricostruzione)	90,15
Id. 5 % (Riforma fondiaria)	84,30
Id. 5 % 1936	96,225
Id. 5 % (Città di Trieste)	84,15
Id. 5 % (Beni Esteri)	83,325

Buoni del Tesoro 5 % (scadenza 1° aprile 1959)	[illegible]
Id. 5 % (» 1° aprile 1960)	98,60
Id. 5 % (» 1° gennaio 1961)	9[illegible],475
Id. 5 % (» 1° gennaio 1962)	93,30
Id. 5 % (» 1° gennaio 1963)	95,75
Id. 5 % (» 1° aprile 1964)	95,175
Id. 5 % (» 1° aprile 1965)	95,125
Id. 5 % (» 1° aprile 1966)	95,10

Il Contabile del Portafoglio dello Stato: ZODDA

UFFICIO ITALIANO DEI CAMBI

Cambi medi dell'11 marzo 1958

1 Dollaro USA	624,825
1 Dollaro canadese	639,425
1 Franco svizzero lib.	145,80
1 Corona danese	90,265
1 Corona norvegese	87,315
1 Corona svedese	120,272
1 Fiorino olandese	164,537
1 Franco belga	12,4955
100 Franchi francesi	147,77
1 Franco svizzero acc.	142,267
1 Lira sterlina	1747,125
1 Marco germanico	148,465
1 Scellino austriaco	23,987

MINISTERO DEL LAVORO E DELLA PREVIDENZA SOCIALE

Scioglimento ex-novo del Consiglio di amministrazione e del Collegio dei sindaci della Società cooperativa « Consorzio stabiese produttori latte », con sede in Castellammare di Stabia, e nomina di commissario governativo.

Con decreto del Ministro per il lavoro e la previdenza sociale in data 28 febbraio 1958 sono stati revocati il decreto Ministeriale in data 3 luglio 1957 relativo allo scioglimento del Consiglio di amministrazione della Società cooperativa « Consorzio stabiese produttori latte », con sede in Castellammare di Stabia, e la nomina di un commissario straordinario, ed il decreto Ministeriale 11 novembre 1957, con il quale venne disposta la proroga della durata della gestione commissariale ed affidato l'incarico della gestione stessa ad altro commissario.

Con lo stesso decreto 28 febbraio 1958 è stata disposta ex novo la revoca del Consiglio di amministrazione e del Collegio dei sindaci del Consorzio predetto, e la nomina del commissario governativo nella persona del prof. ing. Lorenzo De Montemajor fino all'11 marzo 1958, con i poteri del Consiglio di amministrazione nonchè quelli dell'assemblea dei soci per la nomina dei sindaci.

(1230)

Scioglimento della Società cooperativa di produzione e lavoro « La Sorgente », con sede in Luzzi (Cosenza)

Con decreto del Ministro per il lavoro e la previdenza sociale in data 20 febbraio 1958 la Società cooperativa di produzione e lavoro « La Sorgente », con sede in Luzzi (Cosenza), costituita con atto del notaio dott. Ciro Pastore in data 26 giugno 1948, è stata sciolta ad ogni effetto di legge, ai sensi dell'art. 2544 del Codice civile, con nomina di liquidatore, nella persona dell'avv. Luigi Guarnieri.

(1144)

Scioglimento della Società cooperativa di consumo e lavoro « Dei Lavoratori », con sede in Carife (Avellino)

Con decreto del Ministro per il lavoro e la previdenza sociale in data 20 febbraio 1958 la Società cooperativa di consumo e lavoro « Dei Lavoratori », con sede in Carife (Avellino), costituita con atto del notaio dott. Emanuele Santoro in data 21 gennaio 1945, è stata sciolta ad ogni effetto di legge, ai sensi dell'art. 2544 del Codice civile, con nomina di liquidatore nella persona del sig. Felice Passaro.

(1145)

CONCORSI ED ESAMI

SEGRETARIATO GENERALE DELLA PRESIDENZA DELLA REPUBBLICA

Graduatoria di merito del concorso a cinque posti di consigliere nella carriera direttiva del Segretariato generale della Presidenza della Repubblica.

IL SEGRETARIO GENERALE

Visto il proprio decreto n. 100 del 1° aprile 1957, relativo al bando di concorso a cinque posti di consigliere nella carriera direttiva del Segretariato generale della Presidenza della Repubblica,

Visti i risultati del concorso stesso,

Decreta:

Art. 1.

La graduatoria di merito del concorso a cinque posti di consigliere nella carriera direttiva del Segretariato generale della Presidenza della Repubblica, è così determinata

Castagnetti dott Eduardo	punti	7,5625
Meschini dott. Pietro	»	7,5250
Piscitello dott. Sergio	»	7,1750
Paglierini dott Romano	»	7,1250
Freda dott Massimo	»	7,0625
Gessa dott Carlo	»	6 875
Priolo dott Luigi	»	6,55
Bellisario dott Gloria	»	6 50
Di Gianfrancesco dott. Mario	»	6,50

Art 2.

I concorrenti utilmente collocati nei primi cinque posti della graduatoria di cui all'art 1 dovranno produrre, a pena di decadenza, entro il termine di venti giorni, che decorrerà dal giorno successivo a quello della comunicazione che verrà loro fatta, i documenti di rito e, dovranno, altresì, essere sottoposti a visita medica, intesa ad accertare l'idoneità fisica all'impiego.

Art 3.

Ai sensi del primo comma dell'art 5 del relativo bando di concorso il presente decreto dovrà essere pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 1° marzo 1958

Il Segretario generale MOCCIA

(1240)

MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA

Sostituzione del presidente effettivo e del presidente supplente della Commissione per gli esami di procuratore presso la Corte di appello di Bari.

IL MINISTRO PER LA GRAZIA E GIUSTIZIA

Visto il decreto Ministeriale 26 gennaio 1957, registrato alla Corte dei conti in data 8 febbraio 1957, con il quale è stata nominata, fra le altre, la Commissione per gli esami di procuratore presso la Corte di appello di Bari,

Visto il decreto Ministeriale 20 febbraio 1957, registrato alla Corte dei conti addì 11 marzo 1957, con il quale il consigliere della suddetta Corte dott Ripoli Raffaele venne nominato presidente supplente della Commissione stessa, in sostituzione del magistrato Vasciaveo dott. Michele;

Ritenuto che ora occorre provvedere anche alla sostituzione del dott Del Giudice Walter, presidente effettivo di detta Commissione, il quale è stato trasferito in altra sede;

Decreta:

Il dott Ripoli Raffaele, consigliere della Corte di appello di Bari, presidente supplente della Commissione per gli esami di procuratore presso tale Corte, è nominato presidente effettivo della Commissione medesima, in sostituzione del dott. Del Giudice Walter.

Il dott. Buono Lelio, consigliere presso la Corte stessa è nominato presidente supplente.

Roma, addì 8 febbraio 1958

Il Ministro: GONELLA

Registrato alla Corte dei conti, addì 27 febbraio 1958
Registro n. 22 Grazia e giustizia, foglio n. 60. — BOVIO

(1239)

MINISTERO DELLA DIFESA - ESERCITO

Concorso per esami a nove posti di uditore giudiziario militare

IL MINISTRO PER LA DIFESA

Visto il regio decreto 19 ottobre 1923, n 2316, concernente modificazioni all ordinamento della Giustizia militare,

Visto il regio decreto 30 dicembre 1923, n 2903, che stabilisce le norme di attuazione del regio decreto 19 ottobre 1923, n 2316, sopracitato, ed apporta nuove disposizioni sull'ordinamento giudiziario militare,

Visto il regio decreto legge 30 ottobre 1924, n 1842, sul riconoscimento della qualifica di combattente a favore dei legionari fiumani,

Visto il regio decreto 3 gennaio 1926, n 48, che reca norme a favore del personale ex combattente e le successive estensioni,

Vista la legge 26 luglio 1929, n. 1397, concernente norme a favore degli orfani di guerra;

Visto il regio decreto-legge 26 gennaio 1931, n 122, relativo al nuovo ordinamento della Giustizia militare, convertito nella legge 18 giugno 1931, n 919, e le successive modificazioni,

Visto il regio decreto-legge 2 dicembre 1935, n 2111, concernente la estensione agli invalidi ed agli orfani e congiunti dei caduti in Africa orientale delle provvidenze a favore degli invalidi, degli orfani e congiunti dei caduti in guerra.

Visto il regio decreto 2 giugno 1936, n 1172, che estende a coloro che hanno partecipato alle operazioni in Africa orientale le provvidenze a favore degli ex combattenti della guerra 1915-1918,

Vista la legge 20 marzo 1940, n 233, concernente l'aumento del limite massimo di età per i capi di famiglie numerose,

Vista la legge 25 settembre 1940, n 1458, concernente la estensione agli invalidi, agli orfani e ai congiunti dei caduti della guerra 1940-43, delle disposizioni vigenti a favore degli invalidi, degli orfani e congiunti dei caduti in guerra,

Visto il regio decreto legge 8 luglio 1941, n 867, concernente benefici a favore dei combattenti della guerra 1940-43, convertito nella legge 5 dicembre 1941, n 1508,

Vista la legge 3 dicembre 1942, n 1700, recante norme per la legalizzazione delle firme sui documenti;

Visto l'art 5 del regio decreto 20 gennaio 1944, n. 25, relativo ai limiti di età per i concorrenti ai pubblici concorsi già colpiti da leggi razziali;

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 29 marzo 1945, n 267, che sopprime l'Unione fascista delle famiglie numerose e fissa i criteri per stabilire la qualifica di capo di famiglia numerosa,

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 4 agosto 1945, n 467, concernente l'estensione delle vigenti disposizioni, riguardanti i reduci ed i congiunti dei caduti in guerra, ai reduci ed ai congiunti dei caduti per la lotta di liberazione,

Visti il decreto legislativo luogotenenziale 21 agosto 1945, n 518, ed il decreto legislativo 30 giugno 1947, n 625, concernente il riconoscimento della qualifica di partigiano,

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 12 aprile 1946, n 320, recante benefici a favore degli addetti ai lavori di bonifica dei campi minati;

Visto il regio decreto-legge 24 maggio 1946, n 615, sul trattamento del personale della Marina militare impiegato nelle operazioni di dragaggio, disattivazione e distruzione delle mine marine e di altri ordigni esplosivi in mare,

Visto il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 6 settembre 1946, n 93, che equipara a tutti gli effetti i parti-

giani combattenti ai militari volontari che hanno operato con le unità regolari delle Forze armate nella guerra di liberazione;

Visto il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 14 novembre 1946, n. 591, col quale è stato abrogato l'art. 1 della legge 14 giugno 1940, n. 1025, concernente i requisiti militari per l'ammissione ai concorsi ad impieghi civili nella Amministrazione militare della guerra;

Visto il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 24 febbraio 1947, n. 60 che reca agevolazioni per le documentazioni da fornirsi ai pubblici uffici da parte di coloro che abbiano dovuto abbandonare la residenza nei territori di confine e non abbiano potuto farvi ritorno;

Visto il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 13 maggio 1947, n. 500, relativo al collocamento a riposo o dispensa dal servizio, a domanda o di autorità, dei sergenti maggiori, dei marescialli dei tre gradi e degli aiutanti di battaglia dell'Esercito e dei sottufficiali con grado corrispondente della Marina militare in carriera continuativa;

Visto il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 3 settembre 1947, n. 885, che estende ai profughi dei territori di confine i benefici previsti a favore dei reduci;

Visto il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 5 settembre 1947, n. 1220, relativo al collocamento a riposo o dispensa dal servizio, a domanda o di autorità, dei sottufficiali dell'Aeronautica;

Visto il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 1° novembre 1947, n. 1815, che estende i benefici di cui agli articoli 10 e 11 del decreto legislativo luogotenenziale 12 aprile 1946, n. 320, al personale che ha proceduto alla bonifica dei campi minati prima della entrata in vigore del decreto stesso;

Visto il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 12 dicembre 1947, n. 1488, riguardante norme integrative delle vigenti disposizioni sulla revisione delle carriere dei pubblici impiegati;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 20 febbraio 1948, n. 1116 contenente norme per l'applicazione, agli addetti ai lavori di bonifica dei campi minati, dei benefici previsti dalle vigenti disposizioni a favore dei combattenti e dei reduci di guerra;

Visto il decreto legislativo 26 febbraio 1948, n. 104, che estende ai profughi dell'Africa italiana i benefici previsti per i reduci;

Visto il decreto legislativo 2 marzo 1948, n. 135, sull'applicabilità ai mutilati ed invalidi civili ed ai congiunti dei caduti civili per fatti di guerra dei benefici spettanti ai mutilati ed invalidi di guerra ed ai congiunti dei caduti in guerra;

Visto il decreto legislativo 4 marzo 1948, n. 137, riguardante norme per la concessione dei benefici ai combattenti della seconda guerra mondiale;

Visto il decreto legislativo 19 marzo 1948, n. 241, sulla equiparazione ai combattenti di coloro che hanno partecipato alla guerra di liberazione nelle formazioni non regolari;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 19 marzo 1948, n. 246, che approva il regolamento di esecuzione del decreto legislativo 4 aprile 1947, n. 207, sul trattamento giuridico ed economico del personale non di ruolo in servizio nelle Amministrazioni dello Stato;

Visto il decreto legislativo 7 maggio 1948, n. 1172, ratificato, con modifiche dalla legge 24 giugno 1950, n. 465, relativo all'aumento dei limiti massimi di età, previsti per l'ammissione a pubblici concorsi nelle Amministrazioni dello Stato nei riguardi degli assistenti dell'Università e di Istituti di istruzione universitaria;

Visto il decreto del Presidente del Consiglio dei Ministri 1° giugno 1948 contenente norme per il riconoscimento della qualifica di profugo;

Visto il decreto del Presidente del Consiglio dei Ministri, Ministro ad interim per l'Africa italiana, in data 10 giugno 1948, concernente le norme di attuazione del decreto legislativo 26 febbraio 1948 n. 104, riguardante l'estensione ai profughi d'Africa dei benefici previsti per i reduci;

Vista la legge 19 agosto 1948, n. 1180, concernente la estensione ai mutilati ed invalidi ed ai congiunti dei morti in occasione dei fatti di Mogadiscio dell'11 gennaio 1948, delle disposizioni vigenti in materia di pensioni di guerra e di quelle relative ai benefici e alle provvidenze spettanti ai mutilati ed agli invalidi di guerra ed ai congiunti dei caduti in guerra;

Vista la legge 23 ottobre 1948, n. 1448, concernente modificazioni alla composizione delle Commissioni esaminatrici per l'ammissione nella carriera della Giustizia militare;

Vista la legge 3 giugno 1950, n. 375, concernente l'assunzione obbligatoria al lavoro degli invalidi di guerra ed il relativo regolamento approvato col decreto del Presidente della Repubblica 18 giugno 1952, n. 1176;

Vista la legge 15 luglio 1950, n. 539, concernente applicabilità ai mutilati ed invalidi per servizio ad ai congiunti dei caduti per servizio dei benefici spettanti ai mutilati ed invalidi di guerra ed ai congiunti dei caduti in guerra;

Vista la legge 24 luglio 1951, n. 660, che estende ai mutilati ed invalidi ed ai congiunti dei morti in occasione di azioni di terrorismo politico nei territori delle ex colonie italiane, le disposizioni vigenti in materia di pensioni di guerra e di quelle relative ai benefici e alle provvidenze spettanti ai mutilati ed agli invalidi di guerra ed ai congiunti dei caduti in guerra;

Vista la legge 1° ottobre 1951, n. 1140, concernente l'estensione ai congiunti dei cittadini dichiarati irreperibili per eventi di guerra o connessi allo stato di guerra delle provvidenze previste dalle norme vigenti a favore dei congiunti dei caduti in guerra;

Vista la legge 23 febbraio 1952, n. 93, che ratifica, con modificazioni il decreto legislativo 4 marzo 1948 n. 137, recanti norme per la concessione dei benefici ai combattenti della seconda guerra mondiale;

Vista la legge 4 marzo 1952, n. 137, contenente norme per l'assistenza a favore dei profughi;

Vista la legge 23 marzo 1952, n. 207, concernente la estensione ai mutilati ed invalidi ed ai congiunti dei caduti in seguito ad azioni singole o collettive aventi fini politici, nelle Provincie di confine con la Jugoslavia o nei territori soggetti a detto Stato, delle disposizioni recanti benefici a favore dei mutilati ed invalidi di guerra, nonchè dei congiunti dei caduti in guerra;

Visti i decreti del Presidente della Repubblica 2 agosto 1952, che fissano nei riguardi del territorio della Somalia e di quello della Libia il termine di applicabilità della legge 24 luglio 1951, n. 660, concernente la estensione ai mutilati ed invalidi ed ai congiunti dei morti in occasione di azioni di terrorismo politico nei territori delle ex colonie italiane, delle disposizioni della legge 19 agosto 1948, n. 1180;

Vista la legge 21 marzo 1953, n. 210, che ratifica, con modificazioni, il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 14 novembre 1946, n. 591, sopracitato, concernente abrogazione dell'art. 1 della legge 14 giugno 1940, n. 1025, sui requisiti militari per l'ammissione ai concorsi ad impieghi civili nell'Amministrazione militare della guerra;

Vista la legge 16 aprile 1953, n. 409, che prevede, tra l'altro, la elevazione temporanea del limite massimo di età a favore del personale del soppresso Istituto per le relazioni culturali con l'estero (I.R.C.E.);

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 25 giugno 1953, n. 492, che prevede l'esenzione dal bollo per i candidati indigenti;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 24 giugno 1954, n. 368, con il quale vengono fissate le nuove norme per la presentazione dei documenti nei concorsi per le carriere statali;

Vista la legge 9 agosto 1954, n. 654, che, estende, fra l'altro, le disposizioni per gli orfani ed invalidi di guerra agli orfani ed invalidi per i fatti di Trieste del 4, 5 e 6 novembre 1953;

Vista la legge 5 gennaio 1955, n. 14, contenente provvidenze per i mutilati ed invalidi e per i congiunti dei caduti che appartennero alle forze armate della sedicente repubblica sociale italiana;

Vista la legge 10 marzo 1955, n. 96, contenente provvidenze a favore dei perseguitati politici antifascisti o razziali e dei loro familiari superstiti;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 11 gennaio 1956, n. 17, sullo statuto degli impiegati civili dello Stato;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 4 luglio 1956, n. 1117, recante norme di attuazione per il riconoscimento della qualifica di profugo agli effetti della legge 4 marzo 1952, n. 137;

Vista la legge 29 dicembre 1956, n. 1433, concernente disposizioni relative al trattamento economico della Magistratura, dei magistrati del Consiglio di Stato, della Corte dei conti, della Giustizia militare e degli avvocati e procuratori dello Stato;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3, col quale è stato approvato il testo unico concernente lo statuto degli impiegati civili dello Stato;

Visto il decreto Ministeriale 15 maggio 1955, col quale fu indetto un concorso per titoli a dieci posti di *uditore giudiziario militare* riservato ai magistrati ordinari;

Considerato che, dei suddetti dieci posti, ne sono rimasti scoperti nove;

Ritenuto che alla copertura dei posti di uditore giudiziario militare rimasti come sopra scoperti deve provvedersi mediante concorso per esami ai sensi e con le modalità di cui al secondo comma dell'art. 12 del regio decreto 19 ottobre 1923, n. 2316, sopracitato;

Decreta:

Art 1.

E' indetto un concorso per esami a nove posti di uditore giudiziario militare

Per l'ammissione al concorso è necessario che gli aspiranti, oltre ai possesso degli altri requisiti prescritti, abbiano raggiunto il grado di ufficiale di complemento o abbiano la idoneità fisica richiesta per la nomina ad ufficiale di complemento.

Art 2

Possono partecipare al concorso di cui trattasi gli aspiranti che, alla data di scadenza del termine utile per la presentazione delle domande abbiano compiuto il 21° anno di età e non oltrepassato il 30°

Detto limite massimo di età è elevato:

1) di anni due per coloro che siano coniugati alla data di scadenza del termine utile per la presentazione delle domande per la partecipazione al concorso, più un anno per ogni figlio vivente alla data medesima,

2) di anni cinque

per coloro che abbiano partecipato nei reparti delle Forze armate dello Stato alle operazioni militari svoltesi nel l'Africa orientale 1935 36,

per coloro che abbiano partecipato nei reparti delle Forze armate dello Stato, ovvero in qualità di militarizzati o assimilati, alle operazioni della guerra 1940 43 o della guerra di liberazione o che siano stati partigiani combattenti o cittadini deportati dal nemico, nonchè per coloro ai quali siano stati estesi i benefici previsti dalle disposizioni vigenti a favore dei combattenti,

3) di anni nove

per coloro che siano stati decorati al valor militare o abbiano conseguito promozioni per merito di guerra,

per i capi di famiglia numerosa di cui all'art. 2 della legge 20 marzo 1940, n 233, modificata dall'art 4 del decreto legislativo luogotenenziale del 29 marzo 1945, n 467

Le elevazioni di cui al precedente n 1) si cumulano con le elevazioni contemplate nei numeri 2) e 3), purchè complessivamente non si superino i 40 anni,

4) il limite massimo di età è protratto fino a 40 anni ritenendosi però assorbita ogni altra elevazione eventualmente spettante

per coloro che abbiano riportato, per comportamento contrario ai regime fascista, sanzioni penali o di polizia ovvero siano stati deportati o internati per motivi di persecuzione razziale,

per il personale dipendente dal soppresso Istituto per le relazioni culturali con l'estero (I R C E), in servizio al 18 giugno 1953,

per i funzionari che prima della istituzione dell'I R C E siano stati in servizio presso organizzazioni della Società delle Nazioni o presso l'Istituto italiano interuniversitario,

5) ai candidati già colpiti dalle abrogate leggi razziali non viene computato agli effetti del limite massimo di età il periodo intercorso dal 5 settembre 1938 al 9 agosto 1944 ai sensi dell'art 5 del regio decreto legge 20 gennaio 1944, n 25, convertito, senza modifiche, nella legge 5 maggio 1949, n 178 In ogni caso e anche quando si possano cumulare altri benefici, non si può superare il limite massimo di anni 40;

6) per gli assistenti ordinari di Università o di Istituti d'istruzione universitaria, cessati dal servizio per motivi non disciplinari il limite massimo di età è aumentato di un periodo pari a quello di appartenenza ai ruoli di assistente, mentre per gli assistenti straordinari, volontari e incaricati, sia in attività, sia cessati per ragioni di carattere non disciplinare, tale limite è aumentato di un periodo pari a metà del servizio prestato presso Università o Istituti di istruzione universitaria In ogni caso e anche quando si possano cumulare altri benefici, non si può superare il limite massimo di 40 anni;

7) il limite massimo di età è protratto a 45 anni ritenendosi parimenti assorbita ogni altra elevazione eventualmente spettante, per i mutilati ed invalidi di guerra, per i mutilati ed invalidi della lotta di liberazione e per coloro ai quali siano stati estesi i benefici previsti dalle disposizioni in vigore a favore dei mutilati ed invalidi di guerra,

8) si prescinde dal limite massimo di età per gli aspiranti che già rivestano la qualità di impiegato civile statale di ruolo e per quelli tuttora in servizio e già inquadrati nei ruoli aggiunti o nei ruoli speciali transitori,

9) si prescinde, altresì, dal limite massimo di età per i sottufficiali dell'Esercito, della Marina e dell'Aeronautica che, in applicazione dei decreti legislativi del Capo provvisorio dello Stato 13 maggio 1947, n 500, 5 settembre 1947, n 1220, abbiano cessato dal servizio a domanda o anche d'autorità e non siano stati contemporaneamente reimpiegati come civili.

Art. 3.

Le domande di ammissione al concorso redatte su carta da bollo da L 200 e firmate dagli aspiranti di proprio pugno, dovranno pervenire al Ministero della difesa Esercito (Direzione generale personali civili e affari generali - Ufficio del personale civile di ruolo) entro il termine perentorio di giorni sessanta dalla data di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Nella domanda gli aspiranti debbono dichiarare:

le precise generalità,

la data e luogo di nascita. Gli aspiranti che, pure avendo superato il 30° anno, chiedono l'ammissione al concorso perchè in possesso di uno o più requisiti particolari previsti nell'articolo precedente, dovranno indicare in base a quale titolo hanno diritto alla elevazione del limite massimo di età;

il possesso della cittadinanza italiana,

il Comune dove sono iscritti nelle liste elettorali, ovvero i motivi della non iscrizione o della cancellazione dalle liste medesime,

le eventuali condanne penali riportate (anche se sia stata concessa amnistia, condono, indulto o perdono giudiziale) e i provvedimenti penali eventualmente pendenti o la inesistenza di qualsiasi precedente o pendenza penale;

il titolo di studio,

la loro posizione nei riguardi degli obblighi militari;

il domicilio,

l'indirizzo al quale si chiede che siano trasmesse le eventuali comunicazioni

La firma in calce alla domanda dovrà essere autenticata da notaio o dal segretario comunale del luogo di residenza dell'aspirante Sia la firma del notaio che quella del segretario comunale non sono soggette alle norme sulla legalizzazione di firme previste dalla legge 3 dicembre 1942 n 1700. Per i dipendenti statali è sufficiente il visto del capo dell'ufficio presso il quale prestano servizio

Non saranno prese in considerazione le domande che dovessero pervenire al Ministero dopo il termine sopraindicato, sebbene presentate in tempo utile agli uffici postali o ad altro ufficio anche se militare

Non possono partecipare al concorso coloro che a norma dell'art 119 secondo comma, del decreto del Presidente della Repubblica 11 gennaio 1956 n 17, siano stati dichiarati decaduti da altro impiego statale ai sensi dell'art 118, lettera *d*), dello stesso decreto legislativo, per aver conseguito l'impiego stesso mediante la produzione di documenti falsi o viziati da invalidità non sanabile.

Art 4.

I requisiti per ottenere l'ammissione al concorso debbono essere posseduti alla data di scadenza del termine utile per la presentazione delle domande.

Art. 5.

I concorrenti che abbiano superato la prova orale debbono far pervenire al Ministero della difesa Esercito (Direzione generale personali civili e affari generali - Ufficio personale civile di ruolo), entro il termine perentorio di 30 giorni dal ricevimento della apposita comunicazione, i documenti comprovanti gli eventuali diritti di precedenza o di preferenza agli effetti della nomina o che conferiscono, una volta raggiunta l'idoneità, il diritto a riserva di posti o il diritto alla esenzione o alla elevazione del limite massimo di età e cioè

a) gli ex combattenti della guerra 1915 18 produrranno la dichiarazione, su carta da bollo da L 100 di cui alla circolare n. 588 del Giornale militare ufficiale 1922;

b) coloro che hanno partecipato alle operazioni militari svoltesi in Africa orientale dal 3 ottobre 1935 al 5 maggio 1936 produrranno, su carta da bollo da L. 100, la dichiarazione di cui alla circolare n. 427 del Giornale militare ufficiale 1937;

c) gli ex combattenti della guerra 1940-1943, della guerra di liberazione o della lotta di liberazione (partigiani combattenti) ed i militari e militarizzati catturati dai tedeschi o dai giapponesi, a seconda dell'Arma o Corpo di appartenenza, produrranno la dichiarazione integrativa, in bollo da L. 100, di cui alla circolare n. 5000 in data 1° agosto 1948 dello Stato Maggiore dell'Esercito, o quella di cui alla circolare numero 202860/od 6 dell'8 luglio 1948 dello Stato Maggiore dell'Aeronautica, ovvero quella di cui alla circolare n. 27200/Om del 3 luglio 1948 dello Stato Maggiore della Marina;

d) i mutilati ed invalidi di guerra o della guerra di liberazione o della lotta di liberazione o in conseguenza delle ferite o lesioni riportate in occasione dei fatti di Mogadiscio dell'11 gennaio 1948 o in occasione di azioni di terrorismo politico nei territori delle ex colonie italiane, nonchè i mutilati ed invalidi in occasione di azioni singole o collettive aventi fini politici nelle Provincie di confine con la Jugoslavia o nei territori soggetti a detto Stato di cui alla legge 23 marzo 1952, n. 207, i mutilati e gli invalidi per i fatti di Trieste del 4, 5 e 6 novembre 1953 e i mutilati ed invalidi civili per fatti di guerra, produrranno il decreto di concessione della relativa pensione ovvero un certificato mod. 69 rilasciato dal Ministero del tesoro - Direzione generale delle pensioni di guerra, oppure una dichiarazione di invalidità in bollo da L. 100, rilasciata dalla competente rappresentanza provinciale dell'Opera nazionale invalidi di guerra e vidimata dalla sede centrale dell'Opera stessa, in cui siano indicati i documenti in base ai quali è stata riconosciuta la qualifica di invalido;

e) i mutilati e gli invalidi per servizio produrranno il decreto di concessione della relativa pensione o il certificato mod 69-*ter* rilasciato dall'Amministrazione al servizio della quale l'interessato ha contratto l'invalidità o dagli Enti pubblici autorizzati ai sensi del decreto Ministeriale 23 marzo 1948;

f) gli orfani dei caduti in guerra o nella guerra di liberazione o nella lotta di liberazione, ovvero dei caduti civili per fatti di guerra o per i fatti di Mogadiscio dell'11 gennaio 1948, gli orfani dei caduti in occasione di azioni di terrorismo politico nei territori delle ex colonie italiane o in occasione di azioni singole o collettive aventi fini politici nelle Provincie di confine con la Jugoslavia o nei territori soggetti a detto Stato di cui alla legge 23 marzo 1952, n 207 o per i fatti di Trieste del 4, 5 e 6 novembre 1953, gli orfani dei caduti che appartennero alle forze armate della sedicente repubblica sociale italiana, nonchè gli orfani dei cittadini dichiarati irreperibili in seguito ad eventi di guerra e gli orfani dei perseguitati politici antifascisti o razziali, morti in carcere, al confino, nelle sedi di polizia o in seguito alle violenze di cui alla lettera *c*) dell'art 1 della legge 10 marzo 1955, n 96, produrranno un certificato su carta da bollo da L 100 rilasciato dal competente comitato provinciale dell'Opera nazionale per la protezione ed assistenza degli orfani di guerra, legalizzato dal prefetto. Gli orfani dei caduti per servizio produrranno un certificato rilasciato ai sensi e per gli effetti dell'art. 8, ultimo comma, della legge 24 febbraio 1953, n 142;

g) i figli dei mutilati ed invalidi di cui alla precedente lettera *d*) produrranno il certificato mod 69 rilasciato dal Ministero del tesoro - Direzione generale delle pensioni di guerra, a nome del padre del candidato oppure un certificato, su carta da bollo da L 100 del sindaco del Comune di residenza, legalizzato dal prefetto;

h) i figli dei mutilati e degli invalidi per servizio produrranno il mod 69 *ter* rilasciato, a nome del padre del candidato, dall'Amministrazione al servizio della quale l'impiegato ha contratto la invalidità, ovvero un certificato, su carta da bollo da L 100, del sindaco del Comune di residenza legalizzato dal prefetto;

i) i profughi, dalla Libia, dalla Eritrea, dalla Etiopia, dalla Somalia, quelli dai territori sui quali, in seguito al trattato di pace è cessata la sovranità dello Stato italiano, i profughi dai territori esteri nonchè quelli dalle zone del territorio nazionale colpite dalla guerra, che si trovino nelle condizioni previste dalla legge 4 marzo 1952, n 137, produrranno una attestazione del prefetto della Provincia in cui hanno la residenza, su carta da bollo da L 100, in conformità al modello previsto dall'art. 4 del decreto del Presidente della Repubblica 4 luglio 1956, n. 1117. Sono valide anche le attestazioni già rilasciate dai prefetti in applicazione del decreto luogotenenziale 3 settembre 1947, n 885 e del decreto legislativo 26 luglio 1948, n 104.

I profughi dalla Libia, dalla Eritrea, dalla Etiopia e dalla Somalia potranno anche presentare il certificato a suo tempo rilasciato dal soppresso Ministero dell'Africa italiana;

l) i profughi dai territori di confine che si trovano nelle condizioni previste dall'art. 1 del decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 3 settembre 1947, n. 885, produrranno l'attestazione prevista dall'art 6 del decreto del Presidente del Consiglio dei Ministri in data 1° giugno 1948 (*Gazzetta Ufficiale* n 142 del 21 giugno 1948) rilasciata, su carta da bollo da L. 100, dal prefetto della Provincia in cui risiedono o se non abbiano la residenza nel territorio dello Stato, dal Prefetto di Roma;

m) i decorati di medaglia al valor militare o di croce di guerra, i feriti di guerra e i promossi di grado militare per merito di guerra e gli insigniti di ogni altra attestazione speciale di merito di guerra, produrranno l'originale o copia autentica del relativo brevetto o del documento di concessione;

n) coloro che abbiano riportato, per comportamento contrario al regime fascista, sanzioni penali o di polizia, ovvero che siano stati deportati o internati per motivi di persecuzione razziale, produrranno copia della sentenza a loro carico su carta da bollo da L 200, o attestazione del prefetto della Provincia in cui hanno la residenza su carta da bollo da L 100;

o) i candidati già colpiti dalle abrogate leggi razziali produrranno un certificato in carta legale della competente autorità israelitica;

p) i reduci dalla deportazione e dall'internamento produrranno apposita attestazione, in carta da bollo da L 100, rilasciata dal prefetto della Provincia ove risiedono ai sensi dell'art 8 del decreto legislativo luogotenenziale 14 febbraio 1946, n 27;

q) i coniugi con o senza prole ed i vedovi con prole produrranno lo stato di famiglia su carta da bollo da L 100, rilasciato dal sindaco del Comune di residenza e legalizzato dal prefetto;

r) i capi di famiglia numerosa dovranno far risultare dallo stato di famiglia di cui alla precedente lettera *q*) che la famiglia stessa è costituita da almeno sette figli viventi computando fra essi anche i figli caduti in guerra;

s) coloro che abbiano prestato servizio lodevole, a qualunque titolo, per non meno di un anno, nell'Amministrazione della difesa-Esercito, produrranno l'attestazione, su carta da bollo da L. 100, rilasciata dal competente capo ufficio Tale documento deve essere di data non anteriore a quella del presente decreto;

t) i concorrenti già appartenenti al soppresso Istituto per le relazioni culturali con l'estero (I R C E) produrranno un certificato, su carta da bollo da L 100, da cui risulti che al 18 giugno 1953 erano alle dipendenze del predetto ufficio;

u) i sottufficiali dell'Esercito, della Marina e dell'Aeronautica che in applicazione dei decreti legislativi del Capo provvisorio dello Stato 13 maggio 1947, n 500, e 5 settembre 1947, n. 1220, abbiano cessato dal servizio a domanda o anche d'autorità e non siano stati contemporaneamente reimpiegati come civili, produrranno apposita attestazione, su carta da bollo da L 100, della competente autorità militare;

v) gli assistenti ordinari di Università o di Istituti di istruzione universitaria cessati dal servizio per motivi non disciplinari e gli assistenti straordinari, volontari ed incaricati, sia in attività che cessati dal servizio per motivi di carattere non disciplinare, dovranno presentare un certificato del rettore dell'Università o del capo dell'Istituto di istruzione universitaria attestante la qualifica rivestita e, rispettivamente, il periodo di appartenenza nei ruoli degli assistenti ordinari o il periodo di servizio prestato presso l'Università od Istituto di istruzione universitaria per gli assistenti straordinari Per tutti coloro che siano cessati dal servizio il certificato indicherà i motivi della cessazione

Art 6

I candidati dichiarati vincitori dovranno produrre sotto pena di decadenza, entro il termine massimo di trenta giorni dalla data dell'avvenuta comunicazione, i seguenti documenti:

1. Diploma originale di laurea in giurisprudenza

In sostituzione del diploma originale gli interessati possono anche esibire copia del medesimo autenticata da notaio, su carta da bollo da L 200 o certificato provvisorio rilasciato dall'Università presso la quale il candidato ha conseguito il diploma, dal quale deve risultare che lo stesso sostituisce a tutti gli effetti il diploma medesimo La firma del notaio deve essere debitamente legalizzata dalla competente autorità giudiziaria.

In caso di smarrimento o distruzione del diploma, il candidato dovrà presentare il relativo duplicato rilasciato ai sensi dell'art. 50 del regio decreto 4 giugno 1938, n. 1269, oppure un certificato dal quale risulti che è in corso la procedura per il rilascio del duplicato stesso, il quale dovrà essere in ogni caso presentato prima dell'approvazione della graduatoria, a pena di esclusione dalla stessa, nel termine fissato dalla Amministrazione.

2) Estratto dell'atto di nascita su carta da bollo da L. 100, debitamente legalizzato.

Il predetto documento non può essere sostituito con il certificato di nascita.

3) Certificato di cittadinanza italiana su carta da bollo da L. 100, debitamente legalizzato.

Sono equiparati ai cittadini gli italiani non residenti nel territorio nazionale per i quali tale equiparazione sia riconosciuta a norma di legge.

4) Certificato su carta da bollo da L. 100, debitamente legalizzato, dal quale risulti che il candidato gode dei diritti politici. I minori degli anni 21 dovranno esibire una dichiarazione dalla quale risulti che non sono incorsi in nessuna delle cause che, a termine delle disposizioni vigenti, ne impediscano il possesso.

5) Certificato generale del casellario giudiziale su carta da bollo da L. 200, debitamente legalizzato.

Il predetto documento non può essere sostituito con il certificato penale.

6) Certificato medico, su carta da bollo da L. 100 rilasciato:

a) per i concorrenti che rivestano il grado di ufficiale di complemento, da un ufficiale medico in servizio nelle Forze armate dello Stato o dal dirigente il servizio sanitario di un ente delle dette Forze armate, comprovante che i concorrenti sono di sana e robusta costituzione fisica ed esenti da imperfezioni che possano influire sul rendimento in servizio. Qualora i concorrenti siano affetti da qualsiasi imperfezione fisica, il certificato ne deve fare menzione e indicare se la imperfezione stessa non menomi l'attitudine all'impiego.

La firma dell'ufficiale o del dirigente il servizio sanitario dovrà essere vidimata dall'autorità militare da cui essi dipendono;

b) per i concorrenti che non rivestano il grado di ufficiale di complemento, da un ufficiale medico dell'Esercito, in servizio permanente di grado non inferiore a capitano, comprovante che i concorrenti stessi hanno l'idoneità fisica richiesta per la nomina ad ufficiale di complemento.

La firma dell'ufficiale medico deve essere vidimata dalla autorità militare da cui egli dipende. Da tale vidimazione dovranno altresì risultare il grado e la categoria cui appartiene l'ufficiale medico.

L'Amministrazione si riserva, in ogni caso, di sottoporre eventualmente i candidati ad altri accertamenti sanitari.

7) Copia od estratto dello stato di servizio militare (gli ufficiali), copia o estratto del foglio matricolare (i sottufficiali e militari di truppa) annotati delle eventuali benemerenze di guerra e muniti di marca da bollo da L. 200 in ogni foglio.

Coloro che pur avendo concorso alla leva, per qualsiasi motivo non abbiano ancora prestato o non debbano prestare servizio militare debbono presentare: se siano stati dichiarati « abili arruolati » copia od estratto del foglio matricolare in bollo da L. 200 per ogni foglio se assegnati in forza ai distretti militari (esercito e aeronautica), certificato di esito di leva in bollo da L. 100 se assegnati in forza alle Capitanerie di porto; se siano stati invece riformati o mandati rivedibili, debbono produrre certificato dell'esito di leva in bollo da L. 100, rilasciato dal sindaco, legalizzato dal prefetto e contenente il visto di conferma del commissario di leva, se assegnati alle liste di leva terrestre, certificato di esito di leva in bollo da L. 100 rilasciato dal commissario di leva, vistato dal comandante di porto, se assegnati alla lista di leva marittima.

I candidati infine, che non siano stati ancora sottoposti al giudizio del Consiglio di leva, presenteranno certificato di iscrizione nelle liste di leva in bollo da L. 100 rilasciato dal sindaco, la cui firma dovrà essere legalizzata dal prefetto, se sono stati assegnati alle liste di leva terrestri ovvero analogo certificato rilasciato dalla Capitaneria di porto, se sono stati assegnati alla lista di leva marittima.

8) Copia dello stato matricolare (servizi civili) con le qualifiche riportate nell'ultimo triennio, rilasciata dall'Amministrazione dalla quale l'aspirante dipende e munita di marca da bollo da L. 200 su ogni foglio. Tale documento sarà presentato dai candidati che siano impiegati civili di ruolo o di ruolo speciale transitorio o di ruolo aggiunto dell'Amministrazione dello Stato.

I seguenti documenti debbono essere di data non anteriore a tre mesi dalla data di ricevimento della comunicazione di cui al primo comma del precedente art. 5:

1) certificato di cittadinanza italiana;
2) certificato di godimento dei diritti politici;
3) certificato generale del casellario giudiziale;
4) certificato medico.

I certificati di cui ai numeri 1) e 2) dovranno attestare, altresì, che gli interessati godevano del possesso dei requisiti rispettivamente della cittadinanza italiana e dei diritti politici anche alla data di scadenza del termine utile per la presentazione delle domande di partecipazione al concorso.

Il requisito della buona condotta sarà accertato d'ufficio a norma dell'art. 1 del decreto del Presidente della Repubblica 24 giugno 1954, n. 368.

Sono dispensati dal produrre i certificati di cui ai numeri 1), 2) e 3) e l'estratto dell'atto di nascita i concorrenti che siano impiegati di ruolo e quelli tuttora in servizio e già inquadrati nei ruoli aggiunti dell'Amministrazione dello Stato.

Ne sono parimenti dispensati i concorrenti che siano ufficiali in servizio permanente o sottufficiali in servizio continuativo delle Forze armate dello Stato (Esercito, Marina, Aeronautica e Guardia di finanza) nel qual caso, però, la copia o estratto del foglio matricolare debbono essere di data non anteriore a quella di scadenza del termine utile di cui all'art. 3.

Non è ammesso fare riferimento a documenti in precedenza presentati a questo o ad altri Ministeri o ad altri Enti a qualsiasi titolo.

Tuttavia i profughi dei territori di confine hanno facoltà di fare riferimento a documenti già presentati ad altri uffici pubblici o ad atti ivi esistenti dai quali risultino le posizioni giuridiche e le posizioni di fatto da comprovare. In tal caso essi dovranno indicare tali documenti, l'autorità che li ha rilasciati e gli uffici presso cui sono depositati.

I profughi suddetti hanno altresì facoltà di avvalersi di documenti diversi da quelli richiesti nel presente decreto sempreché questi siano riconosciuti idonei dall'Amministrazione.

Tutti i candidati a qualunque categoria appartengano (compresi quindi gli invalidi di guerra, gli orfani di guerra ecc.) hanno l'obbligo di presentare domanda e documenti in carta bollata. Solamente quelli dichiarati indigenti dalla competente autorità di pubblica sicurezza possono produrre in carta libera l'estratto dell'atto di nascita e i certificati di cittadinanza italiana di godimento dei diritti politici generale del casellario giudiziale, di buona condotta e medico purché in ciascun atto si faccia constare della povertà dell'interessato mediante citazione dell'attestato dell'autorità di pubblica sicurezza da prodursi insieme con i documenti, dall'interessato medesimo.

La legalizzazione delle firme non occorre per i certificati rilasciati dalle autorità residenti in Roma e negli altri casi previsti dalla legge 3 dicembre 1942, n. 1700.

Art. 7.

Con decreto motivato del Ministro per la difesa potrà essere disposta l'esclusione dal concorso nei riguardi di coloro che non risultino di moralità e condotta ineccepibili.

Art. 8.

La Commissione esaminatrice è composta di cinque membri scelti fra i magistrati, sia ordinari che militari e i professori delle Facoltà di giurisprudenza.

Possono essere nominati, altresì, membri supplenti di qualifica corrispondente ed in numero uguale a quello dei membri effettivi.

Disimpegnerà le funzioni di segretario un funzionario del ruolo della carriera direttiva dell'Amministrazione centrale dell'Esercito di qualifica non inferiore a consigliere di 2ª classe.

Art. 9.

Gli esami avranno luogo in Roma e consisteranno:

1) in una prova scritta su ciascuna delle seguenti materie:
a) diritto penale militare;
b) diritto penale comune;
c) diritto civile;

2) in una prova orale su ciascuna delle materie sopraindicate ed inoltre sulla procedura penale militare e comune, sul diritto romano, sul diritto amministrativo e sul diritto costituzionale.

Per lo svolgimento delle prove scritte ed orali si osserveranno le norme di cui all art. 6 del decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3.

Le prove scritte si svolgeranno nei giorni che saranno stabiliti con successivo decreto da pubblicarsi nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.

Ai candidati sarà inoltre data comunicazione in tempo utile, mediante lettera raccomandata, del giorno, dell'ora e dei locali in cui saranno tenute tanto le prove scritte che orali.

L'Amministrazione non assume alcuna responsabilità per il caso di dispersione di comunicazioni dipendenti da inesatte indicazioni del recapito da parte dell'aspirante o da mancata oppure tardiva comunicazione del cambiamento dell'indirizzo indicato nella domanda, nè per eventuali disguidi postali o telegrafici non imputabili a colpa dell'Amministrazione stessa.

Per sostenere le prove scritte e quelle orali i candidati dovranno essere muniti, ad esclusione di altri, di uno dei seguenti documenti di riconoscimento:

a) fotografia recente, applicata su carta da bollo, con la firma autenticata dal sindaco o da un notaio. Il bollo è di L. 100 se l'autenticazione è fatta dal sindaco e di L. 200 se fatta da un notaio. La firma del sindaco dovrà essere legalizzata dal prefetto e quella del notaio dal presidente del tribunale o dal cancelliere da lui delegato o dal pretore competente per territorio;

b) carta d'identità;

c) libretto ferroviario personale se il candidato è dipendente di ruolo o non di ruolo da una Amministrazione statale;

d) tessera postale;

e) porto d'armi;

f) patente automobilistica;

g) passaporto.

Art. 10.

Per essere ammessi alla prova orale, i concorrenti dovranno riportare non meno di sei decimi in ciacuna materia della prova scritta.

Ogni componente la Commissione disporrà di dieci punti per ciascuna delle tre materie della prova scritta e per ciascuna delle otto materie della prova orale.

Prima dell'assegnazione di punti, la Commissione delibererà per ciascuna materia, a maggioranza di voti, se il candidato meriti di ottenere il minimo richiesto per l'approvazione.

Nell'affermativa, ciascun componente la Commissione dichiarerà quanti punti, non inferiori a sei decimi, intenda assegnare al candidato. La somma di tali punti, divisa per il numero dei componenti la Commissione, costituirà il punto definitivamente assegnato al candidato per ciascuna materia della prova scritta e della prova orale.

Le frazioni di punto oltre il centesimo non saranno calcolate.

Saranno dichiarati idonei coloro che avranno conseguito nell'insieme delle prove una media non inferiore a sette decimi dei punti disponibili e non meno di sei decimi in ciascuna materia della prova scritta e della prova orale.

La Commissione procederà alla classifica dei concorrenti dichiarati idonei in base al punto complessivo risultante dalla somma dei punti riportati in ciascuna materia della prova scritta e della prova orale.

A parità di punti saranno osservate le precedenze stabilite dall'art. 5 del decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3, concernente, fra l'altro, la graduatoria dei titoli di preferenza per l'ammissione ai pubblici impieghi.

Art. 11.

La nomina ai posti messi a concorso sarà conferita secondo l'ordine della graduatoria e con l'osservanza delle disposizioni in vigore. Nel caso che alcuni dei posti messi a concorso restino scoperti per rinuncia o per decadenza dei vincitori, l'Amministrazione ha facoltà di procedere nel termine di sei mesi ad altrettante nomine.

Art. 12.

La graduatoria dei vincitori del concorso e quella dei dichiarati idonei saranno pubblicate nel Giornale militare ufficiale. Di tale pubblicazione si darà notizia mediante avviso inserito nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica. Sulle eventuali contestazioni, relative alla precedenza dei concorrenti da presentarsi non oltre il termine di giorni quindici dalla pubblicazione dell'avviso nella *Gazzetta Ufficiale*, decorre il termine per le eventuali impugnative.

Art. 13.

I vincitori del concorso saranno assunti per il prescritto tirocinio, per un periodo non inferiore a sei mesi e non superiore ad un anno, con la qualifica di uditore giudiziario militare. Trascorso il periodo di prova, se riconosciuti idonei, saranno nominati sostituti procuratori militari o giudici istruttori di 3ª classe.

Qualora, allo scadere del periodo di prova, i vincitori siano invece, a giudizio della Commissione del personale della Giustizia militare, ritenuti non meritevoli di conseguire la nomina a sostituto procuratore militare o giudice istruttore di 3ª classe, sarà, con decreto motivato del Ministro, dichiarata la risoluzione del rapporto d'impiego.

Art. 14.

Ai vincitori del concorso assunti in prova, a termine dell'articolo precedente, sarà corrisposto, durante il periodo di prova medesimo, lo stipendio relativo alla qualifica iniziale, oltre gli assegni accessori di diritto.

Il presente decreto sarà trasmesso alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 15 maggio 1957

Il Ministro: TAVIANI

Registrato alla Corte dei conti addì 10 *febbraio* 1958
Registro n. 6, *foglio n.* 383. — CESARI

(1209)

MOLA FELICE, *direttore* SANTI RAFFAELE, *gerente*

Roma - Istituto Poligrafico dello Stato - G. C.